



# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

## Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

### PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 4 AOÛT 1945

#### AVIS AUX INTÉRESSÉS

##### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 4th, 1945

#### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

##### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of

semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.  
8152 — 1-52

the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

#### Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

King's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.  
8152 — 1-52

### Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Québec, dans la Cour Supérieure, N° 49523. Malvina Brindamour, demanderesse; vs Joseph Thomassin, défendeur; & La Caisse d'Économie, mise-en-cause;

Dame Malvina Brindamour, épouse de Joseph Thomassin, charpentier, demeurant à 73, avenue Bigaouette, Québec, a formé contre son mari une demande en séparation de biens;

Québec, le 23 juillet 1945.

L'Avocat de la demanderesse,

10190-o RENÉ CHALOULT.

### Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, in the Superior Court, No. 49523, Malvina Brindamour, plaintiff; vs Joseph Thomassin, defendant; & La Caisse d'Économie, mise-en-cause.

Dame Malvina Brindamour, wife of Joseph Thomassin, carpenter, residing at 73 Bigaouette avenue, Quebec, has taken an action, for separation as to property, against her husband.

Quebec, July 23rd, 1945.

RENÉ CHALOULT,

10190 Attorney for plaintiff.

### Action en séparations de corps et de biens

Canada, Province de Québec, District de Québec. Dans la Cour Supérieure N°49474. Dame Yvonne Croteau, épouse commune en biens de Alphonse Hamel, cultivateur, de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse, vs Alphonse Hamel, cultivateur, de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, défendeur.

### Action for Separation as to Bed and Board and Property

Canada, Province of Quebec, District of Quebec. In the Superior Court, No. 49474. Dame Yvonne Croteau, wife common as to property of Alphonse Hamel, farmer, of the parish of Sainte-Croix, county of Lotbinière, duly authorized to appear in court, plaintiff, vs Alphonse Hamel, farmer, of Sainte-Croix, county of Lotbinière, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le douzième jour de juillet, mil neuf cent quarante-cinq.

Québec, ce 25 juillet 1945

Les procureurs de la demanderesse  
10191-o RIVARD, BLAIS & GOBEIL.

An action in separation as to property and body was taken in this case, on July twelve 1945.

Quebec, July 25th, 1945.

10191 RIVARD, BLAIS & GOBEIL,  
Attorneys for Plaintiff.

## Arrêtés en Conseil

### ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2859

Québec, le 19 juillet 1945.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés des usines Turcot et Dominion de la "Canadian Car & Foundry Company Limited".

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), la "Canadian Car & Foundry Company Limited" a présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 1926, du 24 mai 1945, relatif aux employés des usines Turcot et Dominion de la "Canadian Car & Foundry Company Limited".

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 9 juin 1945 ;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation ;

ATTENDU QUE le Conseil régional du travail en temps de guerre a approuvé les dispositions de ladite requête affectant directement ou indirectement les salaires, par décision rendue à sa séance du 29 mai 1945 ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail :

Que ledit décret numéro 1926 soit modifié de la façon suivante :—

1<sup>o</sup> Le paragraphe suivant est ajouté à l'article III :—

"Lorsqu'un employé doit exécuter un travail considéré comme construction nouvelle, tel que défini dans le décret relatif aux métiers de la construction et du bâtiment, cet employé doit être payé au taux du salaire établi dans ledit décret."

2<sup>o</sup> Le paragraphe "d" de l'article V est remplacé par le suivant :—

"d.— Les employés payés à un taux horaire soumis au décret et travaillant sur une équipe autre que l'équipe régulière doivent recevoir un boni de cinq cents (\$0.05) de l'heure pour chaque heure de travail fournie entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. Les heures de travail de l'équipe régulière sont de 7.00 a.m. à 7.00 p.m. Ceci ne s'applique pas aux employés dont la semaine régulière de travail est de cinquante-six (56) heures ou plus, aux employés du département de la circulation et à ceux exécutant du travail à la pièce. En ce qui concerne les employés de la fonderie, le boni de cinq cents (\$0.05) est payé tel que convenu entre les parties signataires à la convention et selon les conditions ci-haut mentionnées."

3<sup>o</sup> Le paragraphe "a" de l'article VI est remplacé par le suivant :—

"a.— Tout travail exécuté en plus de neuf (9) heures du lundi au vendredi inclusivement et

## Orders in Council

### ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2859

Quebec, July 19, 1945.

Present : The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING amendments to the decree relating to the employees of the Turcot and Dominion plants of the Canadian Car & Foundry Company Limited.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Canadian Car and Foundry Company Limited has presented to the Minister of Labour a petition to amend the decree number 1926, of May 24, 1945, relating to the employees of the Turcot and Dominion plants of the Canadian Car & Foundry Company Limited ;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of June 9, 1945 ;

WHEREAS no objection has been set forth against its approval ;

WHEREAS the Regional War Labour Board has approved the provisions of the said request directly or indirectly affecting wages, by a decision taken at its meeting of May 29, 1945 ;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour :

THAT the said decree number 1926 be amended in the following manner :

1<sup>o</sup> The following paragraph is added to section III :

"If a Company employee should be required to perform work which can be deemed new construction as defined by the decree relating to the building and construction trades, then such employee will be paid the rate established in the said decree."

2<sup>o</sup> Subsection "d" of section V is replaced by the following :

"d.— Hourly rated employees covered by this decree and working on shifts other than the regular day shift will receive an extra five cents (5c) per hours bonus for every hour he works between the hours of 7.00 p. m. and 7.00 a. m.. The regular day shift shall be between the hours of 7.00 a. m. and 7.00 p. m.. This does not apply to employees whose standard work week is fifty six (56) hours or over, nor does it apply to Traffic Department employees or employees on Piece work. Regarding foundry employees, the payment of five (5c) cents per hour bonus shall be as arranged between the signatory parties to the agreement and pending upon the above conditions."

3<sup>o</sup> Subsection "a" of section VI is replaced by the following :

"a.— Overtime shall be paid at the rate of time and one half the regular hourly rate after

après midi le samedi est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au taux régulier. Tout travail exécuté en plus de douze (12) heures dans une équipe, quelle qu'elle soit, doit être rémunéré au taux de salaire double par rapport au taux régulier. Les employés travaillant le dimanche doivent être payés au double du taux de salaire régulier. Le double du taux de salaire régulier sera payable de minuit le samedi à minuit le dimanche. Ces dispositions ne s'appliquent pas toutefois aux employés de la centrale, aux surveillants des arroseurs automatiques, aux surveillants préposés au chauffage, aux constables, aux gardiens et employés du département des obus. Le taux de salaire et demi est payable aux employés de la centrale, aux surveillants des arroseurs automatiques et aux surveillants préposés au chauffage pour tout travail exécuté en plus de cinquante-six (56) heures dans une semaine, aux constables et aux gardiens pour tout travail exécuté en plus de soixante (60) heures dans une semaine et aux employés du département des obus pour tout travail exécuté en plus de quarante-huit (48) heures dans une semaine.

Cependant, le taux pour travail supplémentaire ne s'applique pas au travail à la pièce, excepté lorsque les employés qui ont travaillé durant les heures régulières aux taux du travail à la pièce sont requis de fournir du travail supplémentaire pour l'exécution d'opérations payées au taux horaire, cesdits employés devant alors être payés au taux de salaire supplémentaire déterminé. Cependant, si les employés qui travaillent à la pièce sont requis de fournir un tel travail le dimanche, cesdits employés doivent recevoir le double du montant payé pour travail à la pièce."

4°. Le paragraphe "b" de l'article VI est remplacé par le suivant : —

"b.— Tout travail exécuté les jours suivants doit être rémunéré au taux de salaire double : le Premier de l'An, le Vendredi Saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, le jour de Noël. La période durant laquelle le taux de salaire double s'applique est de 7.00 a.m. à 7.00 a.m. le lendemain. Cependant, en ce qui concerne les employés de la fonderie et du département de la circulation, le taux de salaire double s'applique durant la période déterminée après entente entre les parties signataires à la convention, afin d'assurer dans la fonderie et le département de la circulation une production continue avec un minimum de contretemps. Ceci ne s'applique pas aux employés de la centrale, aux surveillants des arroseurs automatiques, aux surveillants préposés au chauffage, aux constables et aux gardiens."

5° Les classifications "Electricien, chef de groupe (production) \$1.00" et "Electricien, chef de groupe (entretien) 0.95" mentionnées dans le "Département de l'électricité", au paragraphe "b" de l'article XIII, sont radiées et remplacées par la suivante :

"Electricien, chef de groupe \$1.00"

6°. Le taux de "\$0.90" mentionné au paragraphe "b" de l'article XIII, pour la classification "Electricien — Classe "A", est remplacé par le taux de "\$0.95".

7°. La classification suivante est ajoutée, au paragraphe "b" de l'article XIII, Département des manœuvres : —

"Porteurs de peinture 0.60".

8°. La classification "Manœuvres sur la construction 0.69" mentionnée dans le "Département de l'entretien de la machinerie", au paragraphe "b" de l'article XIII, est radiée.

nine (9) hours have been worked daily, Monday to Friday inclusive, except Saturday when overtime rates shall apply as from 12 o'clock noon. Double time the regular hourly rate shall be paid after twelve (12) hours have been worked on any one shift. Employees working on Sunday will be paid double time the regular hourly rate. The period during which the double time applies shall be from midnight Saturday to midnight Sunday. This, however, does not apply to Power House, Heating System and Sprinkler Attendants, Police, Guards and Shell Shop employees. Power House, Heating System and Sprinkler Attendants shall be paid time and one half after fifty six (56) hours have been worked in one week; Police and Guards after sixty (60) hours have been worked in one week and Shell Shop employees after forty eight (48) hours have been worked in one week. Piece work, however, shall be excluded from overtime rates excepting cases where employees who have worked the regular hours at piece work rate and are requested to work overtime at day rate, then such employees will be paid the regular overtime rate as stipulated. If, however, piece workers are called upon to work piece work on Sunday such employees will receive double their piece work earnings."

4° Subsection "b" of section VI is replaced by the following :

"b.— Any time worked on the following days shall be paid for at double time : New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day. The period during which the double time rate applies shall be from 7.00 a. m. to 7.00 a. m. the following day. However in connection with Foundry and Traffic Department employees, the period during which the double time rate shall apply shall be arranged between the signatory parties to the agreement, the purpose for this being so that continuity of work in the Foundry and Traffic Department can be carried out with a minimum of inconvenience. The foregoing does not apply to Power House, Heating System Sprinkler Attendants, Police and Guards."

5°. The classification "Electrician Leader (Production) \$1.00" and "Electrician Leader (Maintenance) 0.95" mentioned under "Electrical Department", subsection "b" of section XIII, are deleted and the following substituted thereto : —

"Electrician Leader \$1.00"

6°. The rate of "0.90" mentioned in subsection "b" of section XIII, for the classification "Electrician-Class "A", is replaced by the rate "\$0.95".

7°. The following classification is added, to subsection "b" of section XIII, "Labour Department" : —

"Paint Carriers 0.60".

8°. The classification "Labourers on Construction work 0.69" mentioned under "Millwrights", in subsection "b" of section XIII, is deleted.

9°. La classification suivante est ajoutée dans le "Département des poseurs de tuyaux", paragraphe "b" de l'article XIII :—

"Improver 0.75"

10°. La classification suivante est ajoutée dans le "Département des Obus", paragraphe "b" de l'article XIII :—

"Polisseur à la meule 0.70"

11°. La classification "Préposé aux tours à couper (aide)" mentionnée dans le "Département des Obus", paragraphe "b" de l'article XIII, est remplacée par la classification "Aide".

12°. Le taux de "\$0.90" établi pour la classification "Chef de groupe", dans le "Département de la ferblanterie", paragraphe "b" de l'article XIII, est remplacé par le taux de "\$0.95".

13°. Le taux de "\$0.85" établi pour la classification "Ferblantier — Classe A" dans le "Département de la ferblanterie", paragraphe "b" de l'article XIII, est remplacé par le taux de "\$0.90".

A. MORISSET,

10201-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL  
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2855

Québec, le 19 juillet 1945.

Présent. Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la constitution en corporation, sous la Loi de l'Aide à l'Apprentissage, de la Commission d'Apprentissage des métiers de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district et l'approbation des règlements qui la régissent.

ATTENDU QUE la Cité de Montréal a été reconnue comme centre d'apprentissage des métiers de l'industrie de l'automobile dans tout le territoire comprenant l'Île de Montréal, l'Île de Jésus et toutes les municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de dix (10) milles de leurs limites, par l'arrêté en conseil numéro 2190, du 8 juin 1945, pris en exécution de la Loi de l'Aide à l'apprentissage;

ATTENDU QUE les dix-sept (17) soussignés à la requête ci-jointe demandent au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'être constitués en corporation sous le nom français de "La Commission d'apprentissage des métiers de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district" et sous le nom anglais de "Apprenticeship Commission of the Automobile Trades of Montreal and District";

ATTENDU QUE la présente requête est conforme aux dispositions de l'article 6 de ladite loi;

ATTENDU QUE les requérants soumettent en même temps que la présente requête, les règlements qui doivent régir la Commission et que lesdits règlements sont conformes aux dispositions de la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

QUE la requête ci-jointe des soussignés d'être constitués en corporation pour aider à l'apprentissage des ouvriers, à l'adaptation et à la réadaptation des infirmes, des accidentés du travail et des blessés de guerre dans tout le territoire comprenant l'Île de Montréal, l'Île de Jésus et toutes les municipalités situées en entier ou en partie dans un rayon de dix (10) milles de leurs limites, soit agréée;

9°. The following classification is added under "Pipe fitting Department", subsection "b" of section XIII :—

"Improver 0.75"

10°. The following classification is added to "Shell Department", subsection "b" of section XIII :—

"Grinder 0.70"

11°. The classification "Cut off helper" mentioned under "Shell Department", subsection "b" of section XIII, is replaced by the classification "Helper".

12°. The rate of "0.90" established for the classification "Leader", in the "Tinsmith Department", subsection "b" of section XIII, is replaced by the rate "0.95".

13°. The rate of "\$0.85" established for the classification "Tinsmith-Class A", under "Tinsmith Department", subsection "b" of section XIII, is replaced by the rate "\$0.90".

A. MORISSET,

10201-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL  
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2855

Quebec, July 19, 1945.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the incorporation, under the Apprenticeship Assistance Act, of the Apprenticeship Commission of the Automobile Trades of Montreal and District and the approval of the by-laws which govern same.

WHEREAS the City of Montreal has been recognized as the apprenticeship center for the trades of the automobile industry in the whole territory comprising the Island of Montreal, the Isle of Jesus, and all the municipalities entirely or partly situated within a radius of ten (10) miles from their limits, by Order-in-Council number 2190, of the 8th of June 1945, passed under the Apprenticeship Assistance Act;

WHEREAS the seventeen (17) persons who have signed the petition hereto annexed beg the Lieutenant-Governor in Council to incorporate them under the French name of "La Commission d'apprentissage des métiers de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district" and under the English name of "Apprenticeship Commission of the Automobile Trades of Montreal and District";

WHEREAS the present request is in conformity with the provisions of section 6 of the said Act;

WHEREAS the petitioners are submitting, together with the present request, the by-laws which shall govern the Commission, and whereas the said by-laws are in conformity with the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the honourable Minister of Labour:

THAT the annexed petition of the petitioners to be incorporated to give assistance in the apprenticeship of workers, in the adaptation and readaptation of the infirm, of the injured through industrial accidents, and of the wounded in war, in the whole territory comprising the Island of Montreal, the Isle of Jesus, and all the municipalities entirely or partly situated within a radius of ten (10) miles from their limits, be granted;

QUE les règlements ci-joints de la Commission conformes aux dispositions de l'article 8 de la loi, soient approuvés;

Qu'enfin les requérants soient constitués en corporation avec tous les pouvoirs inhérents à cette qualité sous le nom français de "La Commission d'apprentissage des métiers de l'industrie de l'automobile de Montréal et du District" et sous le nom anglais de "Apprenticeship Commission of the Automobile Trades of Montreal and District" et que les règlements qui régissent ladite Commission deviennent en vigueur conformément à l'article 9 de la Loi de l'Aide à l'Apprentissage, à compter de la date de la publication du présent arrêté dans la *Gazette officielle de Québec*.

A. MORISSET,

10215-o

Greffier du Conseil Exécutif.

THAT the Commission's by-laws hereto annexed in conformity with the provisions of section 8 of the Act, be approved;

THAT the petitioners be incorporated with all the powers inherent in such quality under the French name of "La Commission d'apprentissage des métiers de l'industrie de l'automobile de Montréal et du District" and under the English name of "Apprenticeship Commission of the Automobile Trades of Montreal and District" and that the by-laws which govern the said Commission come into force pursuant to section 9 of the Apprenticeship Assistance Act, as and from the date of the publication of the present Order-in-Council in the *Quebec Official Gazette*.

A. MORISSET,

10215-o

Clerk of the Executive Council.

### Avis divers

Avis est par les présentes donné, conformément à la loi du régime des eaux courantes, [Canadian International Paper Co. Ltd., corps politique ayant sa principale place d'affaire à l'édifice Sun Life Insurance Co., Montréal, qui est propriétaire de moulins de pulpe et de papier, de limites à bois et fait de l'exploitation forestière, demande au Lieutenant-Gouverneur en Conseil la permission, de construire, de maintenir et d'exploiter un barrage en béton et une centrale hydro-électrique sur la Rivière Riverin à l'endroit du vieux barrage, qui se trouve à environ 2,000 pieds en amont de l'embouchure de la dite rivière, dans le fleuve St-Laurent, Bloc A, Canton Fitzpatrick, Comté de Saguenay.

Les originaux des plans et devis ont été déposés au Département des Terres et Forêts de la Province de Québec, (Service Hydraulique) et copie des dits plans et devis a été déposée au bureau de la division d'enregistrement du comté de Saguenay à Tadoussac.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle*.

Québec, ce 14 juillet 1945.

CANADIAN INTERNATIONAL CO., LTD.,  
L'Ingénieur Conseil,  
ZACHÉE LANGLAIS.

10043-29-4-o

Avis est par les présentes donné que la compagnie "American Can Company", dont le siège social est 230, Park Avenue, cité de New-York, Etat de New-York, Etats-Unis d'Amérique, a, par nouvelle procuration en date du 10 juillet 1945, constitué M. Bryan Blasdale, de la cité de Montréal, province de Québec, son agent principal dans ladite province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans les limites de la province de Québec, aux lieux et place de M. Gerard H. McVean; et les assignations audit Bryan Blasdale comme son agent principal en la province de Québec relativement à telles poursuites, ou procédures, seront acceptées comme étant légales et obligatoires par ladite compagnie, à toutes fins que de droit.

Avis est de plus donné que le siège social de la compagnie, à Montréal, est encore à 2065, rue Jeanne d'Arc.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 juillet 1945.

Le sous-secrétaire de la Province,

10214

JEAN BRUCHÉSI.

### Miscellaneous Notices

Notice is hereby given, in accordance with the Water-Course Act, that the Canadian International Paper Co. Ltd., a body politic and corporate having its head office in the Sun Life Insurance Co., Building, Montreal, the owner of pulp and paper mills, timber limits and forestry operations, applies to the Lieutenant-Governor in Council for leave to build, maintain and operate a concrete dam and a hydro-electric plant on the Riverin River at the site of the old dam, which is situate at about 2000 feet upstream from the outlet of the said river, into the St. Lawrence river, Block A, Township Fitzpatrick, county of Saguenay.

The original of the plan and specifications has been filed in the Department of Lands and Forests of the Province of Quebec, (Hydraulic Service) and a copy of said plan and specifications has been forwarded to the Registry Office of Registration Division of the county of Saguenay, at Tadoussac.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Québec, this 14th day of July, 1945.

CANADIAN INTERNATIONAL CO. LTD.,  
ZACHÉE LANGLAIS,

10043-29-4

Consulting Engineer.

Notice is hereby given that the "American Can Company, whose head office is at 230 Park Avenue, New York City, State of New York, United-States of America, has by new power of attorney date July 10th, 1945, constituted Mr. Bryan Blasdale, of the City of Montreal, in the Province of Quebec, Chief Agent in said Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, in the place and stead of Mr. Gerald H. McVean; and the service of process upon the said Bryan Blasdale as its principal Agent in the Province of Quebec in respect of such suits, or proceedings, shall be accepted as legal and binding by the said Company to all intents and purposes whatever.

Notice is also given that the principal office of the Company at Montreal is still at 2065 Jeanne d'Arc Street.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,

10214-o

Under Secretary of the Province.

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National Catholique de la Métallurgie de St-Anselme Inc.", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 21 juin 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Anselme, district de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

10213-o

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de St-Léon le Grand", en date du dix-huitième jour de juin 1945, dont le siège social est à St-Léon le Grand, comté de Matapédia, et que ce document a été déposé dans les archives, du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt et unième jour de juin 1945.

Le Sous-Secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

10192-o

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins de St-Roch des Aulnets", en date du vingt-huit juin 1945, dont le siège social est à St-Roch, comté de L'Islet, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le treize juillet 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

10193-o

TORMONT CORPORATION

Avis est par les présentes donné du règlement suivant :

Règlement numéro XIII

La compagnie ayant discontinué son commerce, sauf pour fins de ventilation de ses affaires, et n'ayant ni dettes ni obligations auxquelles on n'ait pourvu ou qui n'aient été protégées, la distribution de tout son actif entre les actionnaires est par les présentes autorisée.

Passé par les directeurs et sanctionné par les actionnaires de "Tormont Corporation".

Daté à Montréal, P. Q., le 27 juillet 1945.

Le Secrétaire-trésorier,  
G.-R. THOMSON.

10202

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Comptoir Coopératif Ste-Jeanne d'Arc", en date du 26 juin 1945, dont le siège social est à 2138 rue Valois, Montréal, comté d'Hochelaga, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 juillet 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
JEAN BRUCHÉSI.

10205-o

The formation of an association, under the name of "Syndicat National Catholique de la Métallurgie de St-Anselme, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on June 21st, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Anselme, district of Beauce.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

10213

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of the foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de St-Léon le Grand", under date the eighteenth day of June, 1945, whereof the head office is at St-Léon le Grand, county of Matapédia, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this twenty-first day of June, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

10192

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins de St-Roch des Aulnets", under date the twenty-eight day of June, 1945, whereof the head office is at St-Roch county of L'Islet, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary this thirteenth day of July, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

10193

TORMONT CORPORATION

Notice is hereby given that the following By-Law :

By-Law number XIII

The Company having ceased to carry on business, except for the purpose of winding up its affairs, and having no debts or obligations that have not been provided for or protected, the distribution of all its assets among the shareholders be and is hereby authorized.

Has been passed by the Directors and sanctioned by the shareholders of Tormont Corporation.

Dated at Montreal, P. Q., July 27th, 1945.

G. R. THOMSON,  
Secretary-Treasurer.

10202-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Comptoir coopératif Ste-Jeanne d'Arc", under date the 26th day of June, 1945, whereof the head office is at 2138 Valois street, Montreal, county of Hochelaga, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,  
Under Secretary of the Province.

10205

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu un des triplicata de la déclaration de fondation de la "Coopérative d'électricité de Beauce-Nord", en date du 31 juillet 1945, dont le siège social est à Tring Junction, dans le comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31 juillet 1945.

Le Sous-secrétaire de la province,  
10207-o JEAN BRUCHÉSI.

La formation d'une société, sous le nom de "l'Association des Employés de la Compagnie Willis Limitée", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le premier août 1945.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sainte-Thérèse, district de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
10208-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'Honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de l'Anse St-Jean", en date du 8 juin 1945, dont le siège social est à l'Anse St-Jean, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 20 juillet 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,  
10212 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the "Coopérative d'Electricité de Beauce-Nord", under date the thirty-first day of July, 1945, whereof the head office is at Tring Junction, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of July, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,  
10207 Under Secretary of the Province.

The formation of an association, under the name of "l'Association des Employés de la Compagnie Willis Limitée", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on August first, 1945.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sainte-Thérèse, district of Terrebonne.

JEAN BRUCHÉSI,  
10208 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de l'Anse St-Jean", under date the 8th day of June, 1945, whereof the head office is at l'Anse St-Jean, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,  
10212 Under Secretary of the Province.

## Chartes — Abandon de

### AVIS

"Gustave Beauchamp Limitée" donne avis par les présentes qu'il demandera au Lieutenant Gouverneur, l'abandon de ses lettres patentes, conformément à l'article 26 de la loi des compagnies.

Le Président,  
10194-o ODINA BEAUCHAMP.

Province de Québec, district d'Iberville

### AVIS DE DEMANDE D'ABANDON DE LETTRES PATENTES

#### LA COMPAGNIE MI-DY LIMITÉE

Cette compagnie donne par les présentes avis qu'elle a demandé l'abandon de sa charte au Procureur Général pour cette Province et à l'Honorable Ministre des Affaires Municipales de cette Province, le tout suivant la loi.

Saint-Jean, P. Q., endroit du bureau-chef de cette compagnie.

Daté le 28 juillet 1945.

Le Procureur de la Compagnie Mi-dy Limitée,  
10203-o IVAN SABOURIN.

## Charters — Surrender of

### NOTICE

Public notice is hereby given that "Gustave Beauchamp Limited" will apply to the Lieutenant Governor for leave to surrender its letters patent.

ODINA BEAUCHAMP,  
10194-o Président.

Province de Québec, district of Iberville

### NOTICE OF APPLICATION FOR LEAVE TO SURRENDER CHARTER

#### THE MI-DY COMPANY LIMITED

Be it know hereby that the Mi-Dy Company Limited has agreed to the attorney-general of this Province and the Minister of Trade and Commerce for the Province of Quebec for leave to surrender its charter, the whole according to law.

St. Johns, P. Q.  
Place of Company's head office.  
July 28th, 1945.

10203-o IVAN SABOURIN,  
Attorney for Company.

Province de Québec, district d'Iberville

**AVIS DE DEMANDE D'ABANDON DE LETTRES PATENTES**

THE RUSSELL MANUFACTURING COMPANY LIMITED

Cette compagnie donne par les présentes avis qu'elle a demandé l'abandon de sa charte au Procureur Général pour cette Province et à l'Honorable Ministre des Affaires Municipales de cette Province, le tout suivant la loi.

Saint-Jean, P.Q., endroit du bureau-chef de cette compagnie.

Daté le 28 juillet 1945.

Le Procureur de The Russell Manufacturing Company,  
**IVAN SABOURIN.**

10204-o

Province of Quebec, district of Iberville

**NOTICE OF APPLICATION FOR LEAVE TO SURRENDER CHARTER**

THE RUSSELL MANUFACTURING COMPANY LIMITED

Be it known hereby that the Russell Manufacturing Company Limited has agreed to the attorney-general of this Province and the Minister of Trade and Commerce for the Province of Québec for leave to surrender its charter, the whole according to law.

St. Johns, P.Q., Place of company's head office.

July, 28th, 1945.

**IVAN SABOURIN,**  
Attorney for Company.

10204-o

**Compagnie autorisée à faire des affaires**

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Anderson, Clayton & Co." a été autorisée à faire affaires dans la Province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux qui sont accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la Province de Québec et sujettes aux mêmes formalités actuellement en vigueur dans cette Province.

Le bureau principal de ladite corporation, dans la Province de Québec, est établi à 485 ouest, rue Craig, en la cité de Montréal, en ladite Province.

Son agent principal en ladite Province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre ladite compagnie dans la Province de Québec, est M. W. H. Laidley, de la cité de Montréal, en notre dite Province.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le vingtième jour de juillet 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,

10198

**JEAN BRUCHÉSI.**

**Company Licensed to do Business**

Notice is hereby given that Anderson, Clayton & Co. has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec and subject to the same formalities now in force in this Province.

The principal office of the said Corporation within the Province of Quebec is established at 485 Craig Street West, in the City of Montreal, said Province.

Its chief agent in said Province for the purpose of receiving services in any suit or proceeding against the said Company within the Province of Quebec, is Mr. W. H. Laidley, of the City of Montreal, in our said Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary this twentieth day of July, 1945.

**JEAN BRUCHÉSI,**

10198-o

Under Secretary of the Province.

**Département de l'Instruction publique**

N° 504-45

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Chatham N° 2, comté d'Argenteuil, en celui de Brownsburg.

Le Surintendant,

10182-30-2-o

**VICTOR DORÉ.**

No 420-45.

Québec, 1er août 1945.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil par arrêté ministériel en date du 19 juillet 1945, d'ériger une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village Saint-Germain-de-Grantham", dans le comté de Drummond. Son territoire qui fut détaché de la municipalité de St-Germain, comprend les lots suivants, savoir :

Les lots 723 et 448 comme limites Nord, 866 et 867 au Sud, à l'Ouest le lot 846 et à l'Est la Rivière Noire.

**VICTOR DORÉ,**

Le Surintendant.

10218-o

**Department of Education**

No. 504-45

Application is made to change the name of the school municipality of Chatham No. 2, county of Argenteuil, to that of Brownsburg.

**VICTOR DORÉ,**

Superintendent.

No. 420-45

Quebec, August 1st, 1945.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 19th of July, 1945, to erect a separate school municipality under the name of "Village Saint-Germain-de-Grantham", in the county of Drummond. Its territory which was detached from the municipality of St-Germain, comprises the following lots, to wit :

Lots 723 and 448 as Northern limit, 866 and 867 on the South, on the West lot 846 and on the East the Rivière Noire.

**VICTOR DORÉ,**

Superintendent.

10218.

N° 245-45

Québec, le 25 juillet 1945.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par arrêté ministériel en date du 19 juillet 1945, de former une municipalité scolaire distincte sous le nom de Princeville, dans le comté d'Arthabaska. Son territoire qui est détaché de la municipalité scolaire de Stanfold comprendra l'arrondissement numéro 1, le village de Princeville et en plus, les lots suivants : (tous inclusivement) :

9b du rang VII à 14a et 8a à 14e du rang VIII, 8a aux limites du village de Princeville-Est et des limites du village de Princeville, côté Ouest, aux lots 14e et a-1 du rang IX ; 10a au lot 14-1 du Xe rang.

VICTOR DORÉ,  
Le Surintendant.

10199-o

No. 245-45

Quebec, July 25th, 1945.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 19th of July, 1945, to form a separate school municipality under the name of Princeville, in the county of Arthabaska. Its territory, which is detached from the school municipality of Stanfold, will comprise District No. 1, the village of Princeville and moreover, the following lots : (all inclusively) :

9b of range VII to 14a and 8a to 14e of range VIII, 8a to the limits of the village of Princeville-Est and from the limits of the village of Princeville, West side, to lots 14e and a-1 of range IX ; 10a to lot 14-1 of range X.

VICTOR DORÉ,  
Superintendent.

10199

## Département du Travail

### AVIS D'APPROBATION DE REGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, et ce, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S. R. Q. 1941, chapitre 163), que la constitution et les règlements du Comité conjoint de l'industrie des wagons à voyageurs et à marchandise, établi en exécution du décret numéro 1926, du 24 mai 1945, et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté-en-conseil numéro 2856, du 19 juillet 1945.

Le Sous-ministre adjoint du Travail,

J. O'CONNELL MAHER

Ministère du Travail,

Québec, le 4 août 1945.

10200-o

### AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163) que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre :

D'UNE PART :

L'Association des Marchands Détaillants du Canada Inc., succursale de Mégantic.

ET, D'AUTRE PART :

Le Syndicat Catholique des employés de commerce de Mégantic.

I.—Jurisdiction :—a.—Commercial :— Sont assujettis à la présente convention, tous les établissements commerciaux ou entreprises privées qui existent ou pourraient exister pendant la durée de ladite convention et faisant le commerce de détail (c'est-à-dire vendant directement au public consommateur ou à celui qui n'achète pas pour revendre) ou le commerce de gros et de détail, soit qu'ils aient un établissement commercial ou qu'ils n'aient qu'un ou des agents ou bureau dans la limite territoriale du présent article, à l'exclusion toutefois de :

La pharmacie,  
les magasins de journaux,  
les salles d'amusements,  
les optométristes,  
les fleuristes,  
la librairie,  
Tout commerce régi par un autre décret.

## Department of Labour

### NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), that the constitution and by-laws of The Joint Committee of the Passenger and Freight Car Industry, established under decree number 1926, May 24, 1945, and whose corporate seat is situated in the City of Montreal, have been approved by Order-in-Council number 2856, of July 19, 1945.

J. O'CONNELL-MAHER,

Associate Deputy Minister of Labour

Department of Labour,

Quebec, August 4, 1945.

10200-o

### NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163) that the contracting parties mentioned hereinafter have presented him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between :

ON THE ONE PART :

"L'Association des Marchands Détaillants du Canada Inc., succursale de Mégantic".

AND, ON THE OTHER PART :

"Le Syndicat Catholique des employés de commerce de Mégantic".

I.—Jurisdiction :—a.—Commercial :— Are subject to the present agreement, all the commercial establishments or private concerns, actually existing or which might come to exist in the course of the duration of the said agreement, and which are engaged in the retail trade (i. e. selling directly to the consumer or to those not buying with a view to sell) or in the wholesale and retail trade, whether they have a commercial establishment or but one or several agents or an office within the territorial limits of the present section, excepting however :

Drugstores,  
News-Stands,  
Amusement establishments,  
Opticians,  
Florists,  
Booksellers,  
Any trade governed by another decree.

*b.—Territoriale:*— La présente convention s'applique à la cité de Lac Mégantic et à tout le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

*II.—Définitions:*— Aux fins de la présente convention, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:—

*a.—Employeur:*— Le terme employeur signifie et comprend toute personne, association ou corporation, qui, subordonnement aux paragraphes "f" et "g" de l'article "I" de la Loi de la convention collective, tient ou opère un ou des établissements commerciaux ou entreprises privées où l'on fait en détail, en gros et en détail, l'un des commerces assujettis à la présente convention, que ce commerce constitue le commerce principal ou secondaire à tous les autres commerces ou occupations.

*r.—Employé:*— Le terme employé signifie et comprend toute personne salariée de l'un ou de l'autre sexe, qui, subordonnement au paragraphe "j" de l'article "I" de la Loi de la convention collective, travaille pour un employeur tel que défini au paragraphe "a" du présent article; cependant, ce terme ne désigne pas les personnes employées à titre de gérant.

*c.—Employé régulier:*— Le terme employé régulier signifie et comprend tout employé qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé.

*d.—Employé supplémentaire:*— Le terme employé supplémentaire signifie et comprend tout employé qui est embauché en plus du personnel régulier, d'une façon intermittente durant la semaine normale de travail.

*e.—Gérant:*— Le terme gérant signifie et comprend tout employé qui, à la place et au nom de son employeur, dirige et exploite de façon permanente l'établissement de celui-ci.

*f.—Assistant-gérant:*— Le terme assistant-gérant signifie et comprend tout employé qui aide le gérant dans l'accomplissement de ses fonctions.

*g.—Messenger:*— Le terme messenger signifie et comprend tout employé qui exécute le travail reconnu comme celui de messenger et fait la livraison soit à pied soit avec une bicyclette.

*h.—Livreur:*— Le terme livreur signifie et comprend tout employé qui, au moyen d'une voiture automobile ou à traction animale, fait principalement la livraison ou le transport des marchandises.

*i.—Aide-livreur:*— Le terme aide-livreur signifie et comprend tout employé qui aide le livreur à faire la livraison et le transport des marchandises au moyen d'une voiture automobile ou à traction animale.

*j.—Receveur et expéditeur (checker):*— Le terme receveur et expéditeur (checker) signifie et comprend tout employé qui a la responsabilité de la réception et de l'expédition des marchandises.

*k.—Chef d'allée:*— Le terme chef d'allée signifie et comprend tout employé dont la fonction consiste dans la surveillance du personnel et qui exerce une autorité sur les employés dans une section déterminée d'un établissement commercial ou entreprise privée régi par la présente convention, et dont le travail consiste en outre à renseigner et à diriger la clientèle.

*l.—Caissier ou caissière:*— Le terme caissier et caissière signifie et comprend tout employé qui perçoit l'argent venant des ventes et exécute tout autre travail qui est ordinairement fait par le caissier ou la caissière.

*m.—Commis:*— Le terme commis signifie et comprend tout employé préposé à la vente, à la perception, à la réception, à l'expédition, à l'éta-

*b.—Territorial:*—The present agreement applies to the city of Lac Mégantic and to all the territory comprised within a radius of five (5) miles from its limits.

*II.—Definitions:*—For the purposes of the present agreement the following terms shall have the meaning hereinafter given to them:

*a.—Employer:*—The word "employer" means any person, association or corporation, who, subordinated to subsections "f" and "g" of section "I" of the Collective Agreement Act, keeps or operates one or more commercial establishments or private concerns in which any of the trades governed by the present agreement is carried on as a retail business or as a wholesale and retail business, whether such trade constitute the main or secondary trade to all the other trades or occupations.

*b.—Employee:*—The word "employee" means any wage-earning person of either sex, who, subordinated to subsection "j" of section "I" of the Collective Agreement Act, works for an employer as defined in subsection "a" of the present section; however, this word does not apply to persons employed as managers.

*c.—Regular employee:*—The words "regular employee" mean any employee who works the regular working-week of the establishment in which he is employed.

*d.—Extra employee:*—The words "extra employee" mean any employee who is engaged over and above the regular staff, intermittently in the course of the normal working-week.

*e.—Manager:*—The word "manager" means any person who, in the place and in the name of his employer, directs and operates the latter's establishment permanently.

*f.—Assistant manager:*—The words "assistant manager" mean any person who helps the manager to carry out his duties.

*g.—Messenger:*—The word "messenger" means any employee who performs work which is usually known as that of messenger and delivers goods either on foot or with a bicycle.

*h.—Delivery-man:*—The term "delivery-man" means any employee who, with a horse-drawn or motor vehicle, chiefly delivers or carts merchandise.

*i.—Delivery-man's helper:*—The words "delivery-man's helper" mean any employee who help the delivery-man to deliver and cart goods with a horse-drawn or motor vehicle.

*j.—Checker:*—The word "checker" means any employee who is responsible for the receiving and dispatching of goods.

*k.—Floor walker:*—The words "floor walker" mean any employee whose duties consist in supervising the staff and who has authority over the employees in a determined section of a commercial establishment or private concern governed by this agreement, and whose work consists moreover in giving information to, and directing, the customers.

*l.—Cashier:*—The word "cashier" means any male or female employee who collects the money proceeding from the sales and performs any other work which is usually carried out by the cashier.

*m.—Clerk:*—The word "clerk" means any employee committed to the sale of goods, to collection, to the receiving, dispatching, displaying,

lage, au déballage ou à l'emballage, à l'étiquetage, à l'entreposage des marchandises; au débitage des viandes ainsi qu'à leur préparation et à la vente des viandes.

III.—*Durée du travail*.—a.—L'heure dont fait mention la présente convention est l'heure légale de la corporation municipale intéressée.

b.—La semaine régulière de travail dans les établissements régis par la présente convention sera cinquante-quatre (54) heures par semaine durant les mois de juillet et août et de cinquante-sept (57) heures par semaine pour les dix autres mois de l'année.

Ces heures de travail sont réparties comme suit :

1. *Les Boulangeries*.—

Boulangers, 72 heures de travail par semaine, livreurs-boulangers, 54 heures de travail par semaine, employés de bureau, 42 heures de travail par semaine (de 9 hrs a.m. à 5 hrs. p.m. tous les jours de travail de la semaine).

2. *Tous les autres commerces assujettis à la convention*.—

*Pour la période de juillet et août*:

Les lundi, mardi, jeudi et vendredi:  
de 8.00 hrs. a.m. à 6.00 hrs p.m.

Le mercredi:  
de 8.00 hrs. a.m. à 1.00 h. p.m.

Le samedi:  
de 8.00 hrs. a.m. à 11.00 hrs. p.m.

*Pour la période des 10 autres mois de l'année*:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi:  
de 8.00 hrs. a.m. à 6.00 hrs. p.m.

Le samedi:  
de 8.00 hrs. a.m. à 10.00 hrs. p.m.

c.—Pendant la période des fêtes, c'est-à-dire du 20 décembre au 31 décembre, excepté les dimanches et jours de fête de même qu'à la veille des fêtes chômées, telles que stipulées à l'article IV, les heures de travail de vente pourront être prolongées jusqu'à 10.00 hrs. p.m. tous les jours où cela serait autrement défendu, sans supplément de salaire pour le travail fait durant cette période.

b.—A tout employé sera accordée une heure pour le repas du midi, excepté le mercredi où il n'y a pas de travail l'après-midi, et une heure pour le souper quand il devra retourner au travail le soir.

c.—Le travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire et demi.

IV.—*Dispositions spéciales*.—a.—Nul ne pourra étaler à l'extérieur de son magasin des viandes, des fruits, des légumes ou autres marchandises de bouche.

b.—Nul n'a le droit de vendre dans le territoire couvert par la présente convention, les produits vendus par les établissements régis par la convention, à moins d'avoir à cette fin un établissement de commerce régulier et continu, ouvert au public tous les jours non fériés de la semaine dans ledit territoire.

c.—Un restaurateur-épicerie n'aura pas le droit de vendre des produits ordinairement vendus par tout commerce en dehors des heures pendant lesquelles ces commerces seront ouverts au commerce, à l'exception cependant du lait, des dragées, des liqueurs douces, de la crème glacée, du pain et du beurre.

d.—Les marchands de gros en épicerie, viandes, poissons, fruits et légumes, grains et farine, beurre, œufs, fromage et toute autre denrée, ainsi que les manufacturiers de crème glacée et de toutes autres marchandises ou denrées visées par la présente convention, dont les produits doivent être

unpacking, packing, labelling, and storing of goods, to the cutting or selling of meat.

III.—*Duration of Labour*.—a.—The time mentioned in the present agreement shall be the legal time of the interested municipal corporation.

b.—The regular working week in the establishments governed by the present agreement shall consist of fifty-four (54) hours during the months of July and August and of fifty-seven (57) hours during the ten other months of the year.

These hours of work shall be distributed as follows :

1. *Bakeries*.—

Bakers, 72 hours of work per week,  
Delivery-men, 54 hours of work per week  
Office employees, 42 hours of work per week  
(from 9.00 a.m. to 5.00 p. m. every working week-day.

2. *All the other trades subject to the agreement*.

*During the months of July and August*:

Monday, Tuesday, Thursday and Friday:  
from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday:  
from 8.00 a.m. to 1.00 p.m.

Saturday:  
from 8.00 a.m. to 11.00 p. m.

*During the ten (10) other months of the year*:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, and Friday:  
from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Saturday:  
from 8.00 a.m. to 10.00 p. m.

c.—During the holiday period, i.e. from December 20 to December 31, excepting Sundays and holidays, as also on the eve of holidays, as stipulated in section IV, selling hours may be extended until 10.00 p. m. on any day on which it would be otherwise forbidden, without any additional remuneration being paid for the work performed during such period.

d.—Every employee shall be entitled to one hour off for his noon meal, except on Wednesday when there is no work during the afternoon, and to one hour off for supper when he has to return to work during the evening.

e.—Overtime work shall be remunerated at the rate of time and a half.

IV.—*Special provisions*.—a.—No one may display outside his store any meat, fruit, vegetables, nor any other kind of food.

b.—No one shall have the right to sell within the territory covered by the present agreement, the products sold by the establishments governed by the agreement, unless he has for that purpose a regular and continuous business establishment, open to the public every working day of the week in the said territory.

c.—A grocery-restaurant keeper shall not have the right to sell products unusually sold by any other trade outside the hours during which such trades are open for business, excepting however: milk, sweetmeats, soft drinks, ice cream, bread and butter.

d.—Wholesale merchants dealing in groceries, meat, fish, fruit and vegetables, grain and flour, butter, eggs, cheese, and any other article of trade, as also manufacturers of ice cream and of any other goods or articles of trade subject to the present agreement, whose products normally

normalement distribués au consommateur par l'entremise des marchands détaillants, n'auront pas le droit de vendre au détail à qui que ce soit, à moins qu'ils n'opèrent *bona fide*, dans ledit territoire, un magasin ou département de détail.

**V.—Jours de fêtes chômées:—**

Il n'y aura pas de travail les dimanches et les jours de fêtes suivantes:

a.—*Fêtes d'obligations:* le jour de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël.

b.—*Fêtes légales:*—La Saint-Jean-Baptiste (24 juin), la Confédération (1er juillet), la fête du Travail et le jour d'Actions de Grâces (fixé par proclamation), le lundi de Pâques.

**c.—Cependant le travail pourra être prolongé:**

1. Le mercredi après-midi jusqu'à 6.00 p.m. lorsqu'il y aura un jour chômé dans la semaine, autre que le dimanche.
2. Le vendredi jusqu'à 10.00 p.m. lorsque le samedi sera un jour chômé.
3. Les deux jours précédant la fête de Noël et celle du jour de l'An, (le dimanche n'étant pas compris dans ces deux fêtes) jusqu'à 10.00 p.m.

VI.—*Vacances:*—Tout employé qui, le 31 mai de chaque année a terminé une année de travail dans le même établissement ou pour le même employeur, a droit à une semaine de vacances avec salaire régulier payable d'avance.

La semaine de vacances payée est de six (6) jours, le dimanche non compris et doit être donnée entre le 1er juillet et le 30 octobre, à la discrétion de l'employeur.

Si la semaine de vacances n'a pas été accordée dans le délai mentionné plus haut, le salarié aura droit à une semaine de salaire additionnelle qui lui sera payable dans la première semaine de novembre.

VII.—*Tarif des salaires:*—A moins de stipulations expresses contraires, les salaires seront payés sur une base hebdomadaire et ne devront pas être inférieure à ceux ci-après mentionnés:

**a.—Les magasins de variétés:—**

|                    | <i>l'heure</i> |
|--------------------|----------------|
| 1. COMMIS (filles) |                |
| 1er six mois.....  | 0.18           |
| 2ème six mois..... | 0.22           |
| 2ème année.....    | 0.26           |
| 3ème année.....    | 0.30           |

Tout commis qui, à la demande de l'employeur ne fait pas la semaine régulière aura droit à un supplément de 10% de son salaire gagné.

**2. Commis supplémentaire..... 0.25**

Lorsque en un jour, un commis supplémentaire est appelé au travail, trois heures de travail au moins lui seront payées pour le jour.

**3. Receveur et expéditeur (checker) \$15.00**

*l'heure*  
Employé de soubassement..... 0.20

**4. Surveillant ou surveillante (floor**

walker..... \$18.00

Assistant ou assistante..... 15.00

5. Caissière..... \$18.00

Assistante..... 15.00

**b.—Tous les autres commerces assujettis:—**

1.—Assistant-gérant..... \$25.00

2. Commis

|                        | <i>par semaine</i> |
|------------------------|--------------------|
| Hommes.....            |                    |
| durant 1ère année..... | \$12.00            |
| durant 2ème année..... | 15.00              |
| durant 3ème année..... | 18.00              |
| durant 4ème année..... | 20.00              |
| durant 5ème année..... | 25.00              |

must be distributed to the consumer through the agency of the retail merchants, shall not have the right to sell retail to anyone whatever, unless they operate, *bona fide*, in the said territory, a retail store or establishment.

**V.—Feast days to be kept as holidays:**

There shall be no work on Sunday nor on the following feast days:

a.—*Days of obligation:*—New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, and Christmas Day.

b.—*Public holidays:*—Saint John the Baptist Day (June 24), Dominion Day (July 1), Labour Day, Thanksgiving Day (fixed by proclamation), and Easter Monday.

**c.—However the duration of work may be extended**

- 1.—On Wednesday afternoon until 6.00 p.m. when there is in any one week a kept holiday other than Sunday.
- 2.—On Friday until 10.00 p.m. when Saturday is a kept holiday.
- 3.—On the two days before Christmas Day and New Year's Day (Sunday is not included in these two feast days), until 10.00 p.m.

VI.—*Vacation with pay:*—Every employee who, on the 31 st of May of each year, has completed one year's work in the same establishment, or for the same employer, is entitled to one week's vacation with regular pay in advance.

The week's vacation provided for shall consist of six (6) days, Sunday not included, and shall be granted between the first of June and the 30th of October, as the employer may choose.

If the week's vacation is not granted during the period mentioned hereinabove, the employee shall be entitled to one week's additional pay which shall be paid to him during the first week of November.

VII.—*Rates of wages*—Unless otherwise specified, wages shall be paid on a weekly basis and shall not be lower than those mentioned hereinafter:

**a.—Small-ware stores:**

|                     | <i>per hour</i> |
|---------------------|-----------------|
| 1. Clerk (female)   |                 |
| 1st six months..... | \$0.18          |
| 2nd ".....          | 0.22            |
| 2nd year.....       | 0.26            |
| 3rd ".....          | 0.30            |

Any clerk who at the request of the employer, does not work the regular working week shall be entitled to a supplement of 10% of the wages she has earned.

**2. Extra clerk..... \$0.25**

When on any day, an extra clerk is called upon to work, at least three hours' work shall be paid to him for his day's work.

**3. Cherker..... \$15.00**

*per hour*  
Basement employee..... 0.20

**4. Floor walker (male or female) .. \$18.00**

Assistant floor walker (male or

female)..... \$15.00

5. Cashier..... 18.00

Assistant-cashier..... \$15.00

**b.—All other trades governed:**

1. Assistant manager..... 25.00

2. Clerk:

|                               | <i>per week</i> |
|-------------------------------|-----------------|
| male during the 1st year..... | \$12.00         |
| during the 2nd year.....      | 15.00           |
| during the 3rd year.....      | 18.00           |
| during the 4th year.....      | 20.00           |
| during 5th year.....          | 25.00           |

|                           |                             |       |
|---------------------------|-----------------------------|-------|
| Femmes ou filles. . . . . | durant 1ère année. . . . .  | 10.00 |
|                           | durant 2ème année . . . . . | 12.00 |
|                           | durant 3ème année . . . . . | 14.00 |
|                           | durant 4ème année . . . . . | 16.00 |
|                           | durant 5ème année . . . . . | 18.00 |

*Commis supplémentaires:*

|                                 | <i>l'heure</i> |
|---------------------------------|----------------|
| Hommes moins de 18 ans. . . . . | 0.25           |
| Hommes 18 ans et plus. . . . .  | 0.40           |
| Femmes et filles. . . . .       | 0.18           |

3.—*Livreurs: par semaine*

Livreur-camionneur pour épicerie  
boucheries, magasins de fruits ou  
de légumes. . . . . \$20.00

Aide-livreur. . . . . 16.00

Livreur-camionneur pour tout autre commerce:

Aide-livreur. . . . . 16.00

Livreur sur voiture à traction animale:

moins de 18 ans. . . . . 10.00

18 ans et plus. . . . . 15.00

Le livreur qui prendra soin du cheval aura  
droit à un supplément de \$2.00 par semaine.

*par semaine*

4. Messenger sans bicyclette. . . . . \$8.00

Messenger avec bicyclette. . . . . 10.00

Lorsque l'employeur fournit la bicyclette il  
devra pourvoir à la fourniture des accessoires et à  
la réparation.

*l'heure*

Messenger supplémentaire. . . . . 0.20

5. *Caissier ou caissière:*

durant 1ère année. . . . . \$15.00

durant 2ème année . . . . . 18.00

c.—Tous ces taux comprennent l'indemnité de  
vie chère actuelle tel que l'exigent les ordonnances  
fédérales.

VII.—*Dispositions diverses:*—a.—Tout travail  
doit être rémunéré en espèces et au plus tard le  
samedi.

b.—Tout salarié rémunéré sur une base de  
commission devra recevoir chaque semaine un  
montant égal au minimum du salaire de sa clas-  
sification.

c.—Le salaire doit être remis à chaque employé  
dans une enveloppe scellée sur laquelle sont ins-  
crits: son nom, la date de la semaine de travail  
le nombre d'heures accomplies, les déductions  
faites, le montant d'argent dans l'enveloppe, la-  
quelle doit être initialement par la personne qui fait  
la paye.

d.—Tout employeur est tenu de donner à un  
employé qui le quitte et qui en fait la demande,  
une lettre attestant la nature et la durée de son  
travail avec cet employeur.

e.—Les salaires qui, lors de l'entrée en vigueur  
de la présente convention, seront supérieurs à  
ceux déterminés par ladite convention, ne pour-  
ront être diminués de quelque manière que ce  
soit.

f.—Tout employeur, s'il embauche un nouvel  
employé, doit reconnaître l'expérience acquise  
par cet employé dans un autre établissement fai-  
sant le même genre de commerce, pourvu que cet  
employé puisse établir la nature et la durée de sa  
fonction précédente. Tout différend à ce sujet  
sera soumis au Comité paritaire, dont la décision  
sera finale.

g.—Tout employeur doit reconnaître les années  
d'expérience de ses employés et fixer, lors de la  
mise en vigueur de la présente convention, leur  
salaire, s'il est inférieur au minima établi, d'après  
l'expérience déjà acquise à son service.

|                                     |       |
|-------------------------------------|-------|
| female during the 1st year. . . . . | 10.00 |
| dunrig the 2nd year. . . . .        | 12.00 |
| dunring 3rd year. . . . .           | 14.00 |
| during 4th yeae. . . . .            | 16.00 |
| during 5th year. . . . .            | 18.00 |

*Extra clerks:*

|                                          | <i>per hour</i> |
|------------------------------------------|-----------------|
| Men under 18 years of age. . . . .       | \$0.25          |
| Men of 18 years of age and over. . . . . | 0.40            |
| Women and girls. . . . .                 | 0.18            |

3. *Delivery-men: per week*

Truck driver delivery-man for gro-  
cers, butchers, fruit or vegetable  
dealers. . . . . \$20.00

Truck driver delivery-man's helper. . . . . 16.00

Truck driver delivery-man for any  
other trade. . . . . 20.00

Truck driver delivery-man's helper  
for any other trade. . . . . 16.00

Delivery-man on horse-drawn vehi-  
cle:

under 18 years of age. . . . . 10.00

18 years of age and over. . . . . 15.00

The delivery-man who looks after the horse  
shall be entitled to a supplement of two (2) dollars  
per week.

*per week*

4. Messenger without bicycle. . . . . 8.00

Messenger with bicycle. . . . . 10.00

When the employer supplies the bicycle he  
shall provide for the furnishing of accessories and  
repairs.

*per hour*

Extra messenger. . . . . \$ .20

5. *Cashier (male or female):*

during the 1st year. . . . . 15.00

during the 2nd year. . . . . 18.00

c.—All these rates comprise the actual cost of  
living bonus as required by the federal ordinances.

VII.—*Miscellaneous provisions.* — a.— All  
work shall be remunerated in cash and not later  
than Friday.

b.— Every employee that is paid on a commis-  
sion basis shall receive every week an amount  
equal to the minimum rate of wages for his  
category.

c.—The employee's salary shall be given to  
him in a sealed envelope on which are inscribed :  
his name, the date of the working week, the num-  
ber of hours worked, the deductions made, the  
amount of money contained in the envelope,  
which envelope must be initialed by the person  
who makes out the pay.

d.— Every employer is obliged to give to an  
employee who is leaving him and who asks him  
him for same, a letter certifying the nature and  
the duration of his work for this employer.

e.— The wages which are higher than those  
established by the present agreement, when this  
agreement comes into force, shall not be decreased  
in any way whatsoever.

f.— Every employer who hires a new employee  
shall acknowledge the experience acquired by  
such employee in any other establishment car-  
rying on the same kind of business, provided that  
the employee is able to establish the nature and  
duration of his previous duties. Any disagree-  
ment on this subject shall be submitted to the  
Parity Committee the decision of which shall be  
final.

g.— When this agreement comes into force,  
every employer shall acknowledge his employees'  
years of experience, and shall fix their salary  
according to the experience already acquired in  
his service, if such wages are lower than the mini-  
ma herein established.

*h.*—L'employé exécutant plus d'une fonction ou genre de travail faisant l'objet de la présente convention, recevra le salaire pour la charge la mieux rémunérée s'il est établi qu'il emploie plus de 50% de son temps pour cette charge.

*i.*—Il est interdit, en convenant d'un salaire plus élevé que celui de la présente convention, de stipuler que le supplément pourra servir à acquitter tout montant dû par l'employeur pour travail supplémentaire.

*j.*—Pour toute fonction non mentionnée, ou toute fonction nouvelle, le Comité paritaire, après enquête, fixera le salaire.

**VIII.—Administration et durée du décret:**—Le Comité paritaire formé conformément à la Loi sera chargé de surveiller l'application du présent décret. Il sera composé de représentants de l'Association des Marchands Détaillants du Canada Inc., succursale de Mégantic, et de représentants du Syndicat Catholique de Sherbrooke, Section de Mégantic.

Le décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur pour une période d'un (1) an à compter de cette date. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties aux présentes ne donne à l'autre partie, un avis écrit à ce contraire, soixante (60) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous ministre adjoint du Travail,

J. O'CONNELL-MAHER

Ministère du Travail,  
Québec, le 4 août 1945.

10216-o

## AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par l'Association des marchands détaillants du Canada Inc., succursale de Saint-Jean, Qué., à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

### D'UNE PART :

"L'Association des Marchands détaillants du Canada Inc., succursale de Saint-Jean",

### ET, D'AUTRE PART :

"Le Syndicat des employés de commerce de Saint-Jean", pour les employeurs et les salariés des commerces et occupations visés, suivant les conditions ci-après décrites:

**I.—Jurisdiction:—a) commerciale:—**Sont assujettis à la présente convention tous les établissements commerciaux ou entreprises privées qui existent ou pourraient exister pendant la durée du décret et faisant le commerce au détail (c'est-à-dire vendant directement au public consommateur ou à celui qui n'achète pas pour revendre) ou le commerce de gros et de détail, soit qu'ils aient un établissement commercial ou qu'ils n'aient qu'un ou des agents ou bureau dans la limite territoriale du présent article, à l'exclusion toutefois de:

*h.*—Any employee carrying out simultaneously more than one function or occupation subject to the present agreement shall be paid according to the wage rate established for the highest paid function, if it is established that more than 50% of his time is employed by such function.

*i.*—It is forbidden, when agreeing to a higher rate of pay than that of the present agreement, to stipulate that the increase will serve to pay any amount owed to the employee by the employer for overtime.

*j.*—For any function not mentioned herein, or for any new function, the Parity Committee, subsequently to an investigation, shall fix the wages.

**VIII.—Administration and duration of the agreement.**—The Parity Committee formed according to law shall be entrusted with the supervision of the application of the present agreement. It shall be made up of representatives of "L'Association des Marchands Détaillants du Canada Inc., succursale de Mégantic", and of representatives of the "Syndicat Catholique de Sherbrooke, Section de Mégantic".

The decree shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force for a period of one year thereafter. It shall automatically renew itself from year to year thereafter unless one party gives the other party a written notice to the contrary, sixty (60) days before the expiry of the original term or before the expiry of any subsequent year.

During the thirty days following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may wish to set forth against the said request.

J. O'CONNELL-MAHER,

Associate Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,  
Quebec, August 4, 1945.

10216

## NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a petition has been presented to him by "L'Association des marchands détaillants du Canada inc., succursale de Saint-Jean, Québec", for the purpose of rendering obligatory the collective labour agreement entered into between:

### ON THE ONE PART:

"L'Association des Marchands détaillants du Canada inc., succursale de Saint-Jean",

### AND, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des employés de commerce de Saint-Jean", for the employers and the employees of the trades and occupations concerned according to the following conditions:

**I.—Jurisdiction:—a.—Commercial:—**Are subject to the present agreement all the commercial establishments or private concerns, actually existing or which might come to exist in the course of the duration of the decree, and which are engaged in the retail trade (i.e. selling directly to the consumer or to those not buying with a view to sell) or in the wholesale and retail trade, whether they have a commercial establishment or but one or several agents or an office within the territorial limits of the present section, excepting however:

magasins de journaux, de tabac et d'articles de fumeurs, des pharmacies, des salles d'amusement, des optométristes, des fleuristes, des librairies, des marchands de bois et charbon, des garages, des boulangeries, des laiteries et de tout commerce régi par un autre décret.

b) *territoriale*.— La présente convention s'appliquera à la cité et à la municipalité de St-Jean, P. Q.

2.— *Définitions*.— Aux fins de la présente convention les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Employeur*.— Le mot employeur désigne toute personne, association ou corporation, qui tient ou exploite un ou des établissements commerciaux ou entreprises privées où l'on fait en détail, en gros et en détail, l'un des commerces assujettis à la présente convention, que ce commerce constitue le commerce principal ou secondaire à tous les autres commerces ou occupations.

b) *Employé*.— Le mot "employé" désigne toute personne salariée de l'un ou de l'autre sexe qui travaille pour un employeur tel que défini au paragraphe "a" du présent article; cependant, ce mot ne désigne pas les personnes employées à titre de gérant, non plus que les employés de bureau des établissements régis par cette convention.

c) *Employé régulier*.— Le terme "employé-régulier" désigne tout employé qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé.

d) *Employé supplémentaire*.— Le terme "employé supplémentaire" désigne tout employé qui est embauché en plus du personnel régulier, d'une façon intermittente durant la semaine normale de travail.

e) *Gérant*.— Le mot "gérant" désigne toute personne qui à la place et au nom de son employeur dirige et exploite de façon permanente l'établissement de celui-ci.

f) *Assistant-gérant*.— Le terme "assistant-gérant" désigne toute personne qui aide le gérant dans l'accomplissement de ses fonctions.

g) *Messenger*.— Le mot "messenger" désigne tout employé qui exécute le travail reconnu comme celui de messenger et fait la livraison soit à pied, soit à bicyclette.

h) *Livreur*.— Le mot "livreur" désigne tout employé qui au moyen d'une voiture automobile ou à traction animale fait principalement la livraison ou le transport des marchandises.

i) *Aide-livreur*.— Le terme "aide-livreur" tout employé qui aide le livreur à faire la livraison et le transport des marchandises au moyen d'une voiture automobile ou à traction animale.

j) *Receveur et expéditeur*.— Le terme "receveur-et-expéditeur" désigne tout employé qui a la responsabilité de la réception et de l'expédition des marchandises.

k) *Chef d'allée*.— Le terme "chef-d'allée" désigne tout employé dont la fonction consiste dans la surveillance du personnel et qui exerce une autorité sur les employés dans une section déterminée d'un établissement commercial ou entreprise privée régi par la présente convention, et dont le travail consiste en outre à renseigner et à diriger la clientèle.

l.— *Caissier ou caissière*.— Le terme "caissier ou caissière" désigne tout employé qui perçoit l'argent venant des ventes et exécute tout autre travail qui est ordinairement fait par le caissier ou la caissière.

m) *Commis*.— Le mot "commis" désigne tout employé préposé à la vente, à la perception, à la réception, à l'expédition, à l'étalage, au dé-

news-stands, dealers in tobacco and articles for smokers, drugstores, amusement establishments, opticians, florists, booksellers, wood and coal merchants, garages, bakeries, dairies and any trade governed by another decree.

b) *Territorial*.— The present agreement applies to the city and municipality of Saint-Jean, P. Q.

II.— *Definitions*.— For the purposes of the present agreement the following terms shall have the meaning hereinafter given to them:

a) *Employer*.— The word "employer" means any person, association or corporation, who keeps or operates one or more commercial establishments or private concerns in which any of the trades governed by the present agreement is carried on as a retail business or as a wholesale and retail business, whether such trade constitute the main or secondary trade to all the other trades or occupations.

b) *Employee*.— The word "employee" means any person who works for an employer as defined in subsection "a" of the present section; however, this word does not apply to persons employed as managers, nor the office employees of the establishments governed by the present agreement.

c) *Regular employee*.— The words "regular employee" mean any employee who works the regular working-week of the establishment in which he is employed.

d) *Extra employee*.— The words "extra employee" mean any employee who is engaged over and above the regular staff, intermittently in the course of the normal working-week.

e) *Manager*.— The word "manager" means any person who, in the place and in the name of his employer, directs and operates the latter's establishment permanently.

f) *Assistant manager*.— The words "assistant manager" mean any person who helps the manager to carry out his duties.

g) *Messenger*.— The word "messenger" means any employee who performs work which is usually known as that of messenger and delivers goods either on foot or with a bicycle.

h) *Delivery-man*.— The term "delivery-man" means any employee who, with a horse-drawn or motor vehicle, chiefly delivers or carts merchandise.

i) The words "delivery-man's helper" mean any employee who helps the delivery-man to deliver and cart goods with a horse-drawn or motor vehicle.

j) *Checker*.— The word "checker" means any employee who is responsible for the receiving and dispatching of goods.

k) *Floor walker*.— The words "floor walker" mean any employee whose duties consist in supervising the staff and has authority over the employees in a determined section of a commercial establishment or private concern, governed by this agreement, and whose work consists moreover in giving information to, and directing the customers.

l.— *Cashier*.— The word "cashier" means any employee who collects the money proceeding from the sales and performs any other work which is usually carried out by the cashier.

m) *Clerk*.— The word "clerk" means any employee committed to the sale of goods, to collection, to the receiving, dispatching, dis-

ballage ou à l'emballage, à l'étiquetage, à l'entreposage des marchandises, au débitage ou à la vente de la viande.

II.—*Durée du travail*.—a.—L'heure dont fait mention la présente convention est l'heure légale de la corporation municipale intéressée.

b) La semaine régulière de travail dans les établissements régis par la présente convention sera de cinquante-quatre (54) heures par semaine, à l'exception des magasins de variétés (bazars 5-10-15) où elle sera de quarante-sept (47) heures par semaine.

Ces heures de travail sont réparties comme suit :

1.—*Magasins variétés*.—

les lundi, mardi et jeudi: de 9.00 heures a.m. à 6.00 heures p.m.

Le mercredi: de 9.00 heures a.m. à 1.00 heure p.m.

Le vendredi et le samedi: de 9.00 heures a.m. à 9.00 heures p.m.

Le mercredi, s'il y a dans la semaine un jour chômé tel que stipulé à l'article IV, les heures de travail seront: de 9.00 heures a.m. à 6.00 heures p.m.

2.—*Tous les autres commerces assujettis à la convention*:

Les lundi, mardi et jeudi: de 8.00 heures a.m. à 6.00 heures p.m.

Le mercredi: de 8.00 heures a.m. à 1.00 heure p.m.

Le vendredi et le samedi: de 8.00 heures a.m. à 9.00 heures p.m.

Le mercredi, s'il y a dans la semaine un jour chômé tel que stipulé à l'article IV, les heures de travail seront: de 8.00 heures a.m. à 6.00 heures p.m.

c) Pendant la période des fêtes, c'est-à-dire du 20 décembre au 31 décembre, excepté les dimanches et jours de fête, de même que la veille des fêtes chômées, tel que stipulées à l'article IV, les heures de travail de vente pourront être prolongées jusqu'à 9.00 heures p.m., tous les jours où cela serait autrement défendu, sans supplément de salaire pour le travail fait durant cette période.

d) A tout employé sera accordé une heure pour le repas du midi, excepté le mercredi où il n'y a pas de travail l'après-midi, et une heure pour le souper quand il devra retourner au travail le soir.

e) Tout employé, à l'exception des employés des magasins de variétés, si son employeur l'exige, sera tenu de fournir immédiatement après ses heures régulières de travail et sans supplément de salaire:

30 minutes, les lundi, mardi, mercredi et jeudi;

60 minutes, les vendredi et samedi.

Et les employés des magasins de variétés ne fourniront qu'une (1) heure sans rémunération durant toute la semaine normale de travail.

f) L'employé ne pourra travailler à la vente avant et après ses heures normales, et tout autre travail, à moins de stipulations contraires, s'il est exécuté en dehors de l'horaire du présent article, sera considéré comme travail supplémentaire.

g) Le travail supplémentaire sera rémunéré pour toute demi-heure commencée après le temps allégué au paragraphe "e" du présent article.

h) Le travail supplémentaire sera rémunéré au taux de salaire payé par la présente convention augmenté de sa moitié.

playing, unpacking, packing, labelling, and storing of goods, to the cutting or selling of meat.

II.—*Duration of Labour*.—a.—The time mentioned in the present agreement shall be the legal time of the interested municipal corporation.

b) The regular working week of the establishments governed by the present agreement shall consist of fifty-four (54) hours, excepting small-ware stores (5-10-15-cent stores) in which it will consist of forty-seven (47) hours.

These hours of work shall be distributed as follows:

1.—*Small-ware stores*:

Monday, Tuesday, Thursday: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday: from 9.00 a.m. to 1.00 p.m.;

Friday and Saturday: from 9.00 a.m. to 9.00 p.m.;

If the week contains a holiday as defined in section IV, on Wednesday the working hours shall be: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

2.—*All other trades subject to this agreement*:

Monday, Tuesday, Thursday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Wednesday: from 8.00 a.m. to 1.00 p.m.

Friday and Saturday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.

On Wednesday, if the week contains a holiday as defined in section IV, the working hours shall be: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

c) During the holiday period, i.e.: from December 20 to December 31 inclusively, excepting Sundays and holidays, as also on the eve of holidays as stipulated in section IV, working hours may be extended until 9.00 p.m., on any day on which it would be otherwise forbidden, without any additional remuneration being paid for the work performed during such period.

d) Every employee shall be entitled to one hour off for his noon meal, except on Wednesday, when there is no work during the afternoon, and to one hour for supper when he must return to work during the evening.

e) Any employee, excepting employees of small-ware stores, if required to do so by the employer, shall continue to work immediately after his regular working hours and without any supplementary remuneration, during:

30 minutes, on Monday, Tuesday, Wednesday, and Thursday;

60 minutes, on Friday and Saturday.

And employees of small-ware stores shall only work during one supplementary hour without remuneration in any one normal working week.

f) Employees shall not work at selling either before or after their regular hours, and any other work, unless stipulated to the contrary, if performed outside the schedule of the present section, shall be considered as overtime.

g) Overtime shall be remunerated for any hour of week begun after the time specified in subsection "e" of the present section.

h) Overtime shall be remunerated at the rate of time and a half.

IV.—*Jours de fêtes chômées*.—Tout employé régulier sera rémunéré pour les jours suivants où les établissements seront fermés:—Le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint jusqu'à midi, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël.

V.—*Vacances payées*.—Tout employé qui, le 31 mai de chaque année a terminé une année de travail dans le même établissement ou pour le même employeur a droit à une semaine de vacances avec salaire régulier payable d'avance.

La semaine de vacances prévue est de six (6) jours, le dimanche non compris et doit être donnée entre le 1er juin et le 30 octobre, à la discrétion de l'employeur.

Si la semaine de vacances n'a pas été accordée dans le délai mentionné plus haut, le salarié aura droit à une semaine de salaire additionnelle qui lui sera payable dans la première semaine de novembre.

VI.—*Taux des salaires*.—A moins de stipulations expresses contraires, les salaires seront payés sur une base hebdomadaire et ne devront pas être inférieurs à ceux ci-après mentionnés:

a) *Magasins de variétés.*

|                    | <i>l'heure</i> |
|--------------------|----------------|
| 1.—Commis (filles) |                |
| 1ère année         | \$ 0.22        |
| 2ème année         | 0.26           |
| 3ème année         | 0.30           |

Tout commis, qui, à la demande de l'employeur, ne fait pas la semaine régulière aura droit à un supplément de 10% de son salaire gagné.

|                          | <i>l'heure</i> |
|--------------------------|----------------|
| 2.—Commis supplémentaire | 0.25           |

Lorsque, en un jour, un commis supplémentaire est appelé au travail, trois heures de travail au moins lui seront payées pour le jour.

|                                     | <i>semaine</i> |
|-------------------------------------|----------------|
| 3.—Receveur et expéditeur (checker) | \$15.00        |
|                                     | <i>l'heure</i> |
| Employé de soubassement             | 0.20           |
|                                     | <i>Semaine</i> |
| 4.—Surveillant ou surveillante      | \$18.00        |
| Assistant ou assistante             | 15.00          |
| 5.—Caissière                        | 18.00          |
| Assistante                          | 15.00          |

b) *Tous les autres commerces assujettis.*

|                                                                               | <i>semaine</i> |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| 1.—Assistant-gérant                                                           | \$25.00        |
| 2.—Commis:                                                                    |                |
| Hommes:                                                                       |                |
| durant 1ère année                                                             | \$12.00        |
| durant 2ème année                                                             | 15.00          |
| durant 3ème année                                                             | 18.00          |
| durant 4ème année                                                             | 20.00          |
| durant 5ème année                                                             | 25.00          |
| Femmes ou filles:                                                             |                |
| durant 1ère année                                                             | 10.00          |
| durant 2ème année                                                             | 12.00          |
| durant 3ème année                                                             | 14.00          |
| durant 4ème année                                                             | 16.00          |
| durant 5ème année                                                             | 18.00          |
| Commis supplémentaires:                                                       | <i>l'heure</i> |
| Hommes moins de 18 ans                                                        | \$ 0.25        |
| Hommes 18 ans et plus                                                         | 0.40           |
| Femmes et filles                                                              | 0.25           |
| 3.—Livres:                                                                    | <i>semaine</i> |
| Livreur-camionneur pour épicerie, boucheries, magasin de fruits ou de légumes | 18.00          |
| Aide-livreur                                                                  | 15.00          |
| Livreur-camionneur pour tout autre commerce                                   | 25.00          |
| Aide-livreur                                                                  | 18.00          |
| Livreur sur voiture à traction animale: moins de 18 ans                       | 10.00          |

IV.—*Holidays*.—Every regular employee shall be paid for the following days on which the establishments shall be closed:—New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday until noon, Ascension Day, Saint John the Baptist Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, and Christmas Day.

V.—*Vacation with pay*.—Every employee who, on May 31 of each year, has completed one year's work in the same establishment, or for the same employer, is entitled to one week's vacation with regular pay in advance.

The week's vacation provided for shall consist of six (6) days, Sunday not included, and shall be granted between the first of June and the 30th of October, as the employer may choose.

If the week's vacation is not granted during the period mentioned hereinabove, the employee shall be entitled to one week's additional pay which shall be paid to him during the first week of November.

VI.—*Rates of wages*.—Unless otherwise specified wages shall be paid on a weekly basis and shall not be lower than those mentioned herein-after:

a) *Small-ware stores:*

|                   | <i>per hour</i> |
|-------------------|-----------------|
| 1.—Clerk (female) |                 |
| First year        | \$ 0.22         |
| Second year       | 0.26            |
| Third year        | 0.30            |

Any clerk, who at the request of the employer, does not work the regular working week shall be entitled to a supplement of 10% of the wages she has earned.

|                | <i>per hour</i> |
|----------------|-----------------|
| 2.—Extra clerk | 0.25            |

When an extra clerk is called upon to work, at least three hours' work shall be paid to him for his day's work.

|                        | <i>per week</i> |
|------------------------|-----------------|
| 3.—Checker             | \$15.00         |
|                        | <i>per hour</i> |
| Basement employee      | \$ 0.20         |
|                        | <i>per week</i> |
| 4.—Floor walker        | \$18.00         |
| assistant floor walker | 15.00           |
| 5.—Cashier             | 18.00           |
| Assistant cashier      | 15.00           |

b) *All other trades governed.*

|                                                                             | <i>per week</i> |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| 1.—Assistant manager                                                        | \$25.00         |
| 2.—Clerk:                                                                   |                 |
| male:                                                                       |                 |
| during the first year                                                       | \$12.00         |
| during the second year                                                      | 15.00           |
| during the third year                                                       | 18.00           |
| during the fourth year                                                      | 20.00           |
| during the fifth year                                                       | 25.00           |
| female:                                                                     |                 |
| during the first year                                                       | 10.00           |
| during the second year                                                      | 12.00           |
| during the third year                                                       | 14.00           |
| during the fourth year                                                      | 16.00           |
| during the fifth year                                                       | 18.00           |
| Extra clerk:                                                                | <i>per hour</i> |
| Men under 18 years of age                                                   | \$ 0.25         |
| Men of 18 years of age and over                                             | 0.40            |
| women and girls                                                             | 0.25            |
| 3.—Delivery-men:                                                            | <i>per week</i> |
| Truck driver delivery-man for grocers, butchers, fruit or vegetable dealers | \$18.00         |
| Truck driver delivery-man's helper                                          | 15.00           |
| Truck driver delivery-man for any trade                                     | 25.00           |
| Delivery-man's helper                                                       | 18.00           |
| Delivery-men on horse-drawn vehicle: under 18 years of age                  | 10.00           |

18 ans et plus . . . . . 15.00  
Si le livreur prend soin du cheval, il  
aura droit à un supplément de \$2.00  
par semaine.

4.—Messagers . . . . . 8.00

La bicyclette et ses accessoires doivent être  
fournis par l'employeur qui doit également  
pourvoir aux réparations.

Messagers supplémentaires . . . . . l'heure  
0.20  
semaine

5.—Caissier ou caissière:  
durant la 1ère année . . . . . \$15.00  
durant la 2ième année . . . . . 18.00

c.—Tous ces taux comprennent l'indemnité de  
vie chère actuelle tel que l'exigent les ordon-  
nances fédérales.

VII.—*Dispositions diverses*:—a.—Tout travail  
doit être rémunéré en espèces et au plus tard le  
vendredi.

b.—Tout salarié rémunéré sur une base de  
commission devra recevoir chaque semaine un  
montant égal au minimum du salaire de sa classi-  
fication.

c.—Le salaire doit être remis à chaque employé  
dans une enveloppe scellée sur laquelle sont in-  
scrits son nom, la date de la semaine de travail,  
le nombre d'heures accomplies, les déductions  
faites, le montant contenu dans l'enveloppe, la-  
quelle doit être initialement par la personne qui fait  
la paye.

d.—Tout employeur est tenu de donner à un  
employé qui le quitte et qui en fait la demande,  
une lettre attestant la nature et la durée de son  
travail avec cet employeur.

e.—Il est expressément stipulé que les salaires  
qui, lors de l'entrée en vigueur de la présente  
convention, seront supérieurs à ceux déterminés  
par ladite convention, ne pourront être diminués  
de quelque manière que ce soit.

f.—Tout employeur, s'il embauche un nouvel  
employé, doit reconnaître l'expérience acquise  
par cet employé dans un autre établissement fai-  
sant le même genre de commerce, pourvu que cet  
employé puisse établir la nature et la durée de  
sa fonction. Tout différend à ce sujet sera sou-  
mis au Comité paritaire dont la décision sera  
finale.

g.—Tout employeur doit reconnaître les an-  
nées d'expérience de ses employés et fixer, lors  
de la mise en vigueur de la présente convention,  
leur salaire, s'il est inférieur aux minima établis,  
d'après l'expérience déjà acquise à son service.

h.—L'employé exécutant plus d'une fonction  
ou genre de travail faisant l'objet de la présente  
convention, recevra le salaire pour la charge la  
mieux rémunérée s'il est établi qu'il emploie plus  
de 50% de son temps pour cette charge.

i.—Il est interdit, en convenant d'un salaire  
plus élevé que celui de la présente convention,  
de stipuler que le supplément pourra servir à  
acquitter tout montant dû par l'employeur pour  
travail supplémentaire.

j.—Pour toute fonction non mentionnée, ou  
toute fonction nouvelle, le comité paritaire, après  
enquête, fixera le salaire.

VIII.—*Administration de la convention*:—Le  
comité paritaire conformément à la loi sera chargé  
de surveiller l'application du décret. Il sera  
composé de représentants de l'Association des  
Marchands Détaillants du Canada Inc., succur-

18 years of age and over . . . . . 15.00  
If the delivery-man looks after the horse, he  
shall be entitled to a supplement of two (2)  
dollars per week.

4.—Messengers . . . . . 8.00

The bicycle and its accessories shall be sup-  
plied by the employer who shall also provide  
for repairs.

Extra messengers . . . . . per hour  
\$ 0.20  
per week

5.—Cashier:  
during the first year . . . . . \$15.00  
during the second year . . . . . \$18.00

c) All these rates comprise the actual cost  
of living bonus as required by the federal ordi-  
nances.

VII.—*Miscellaneous provisions*:—a) All work  
shall be remunerated in cash and not later than  
Friday.

b) Every employee that is paid on a commis-  
sion basis shall receive every week an amount  
equal to the minimum rate for his category.

c) The employee's salary shall be given to  
him in a sealed envelope on which are inscribed:  
his name, the date of the working week, the  
number of hours worked, the deductions made,  
the amount of money contained in the envelope,  
which must be initialed by the person who makes  
out the pay.

d) Every employer is obliged to give to an  
employee who is leaving him and who asks him  
for same, a letter certifying the nature and the  
duration of his work for this employer.

e) It is expressly stipulated that the wages  
which are higher than those established by  
the present agreement, when this agreement  
comes into force, shall not be decreased in any  
way whatsoever.

f) Every employer who hires a new employee  
shall acknowledge the experience acquired by  
such employee in any other establishment car-  
rying on the same kind of business, provided  
that the employee is able to establish the nature  
and duration of his previous duties. Any dis-  
agreement on this subject shall be submitted to  
the Parity Committee the decision of which shall be  
final.

g) When this agreement comes into force,  
every employer shall acknowledge his employees'  
years of experience, and shall fix their salary  
according to the experience already acquired  
in his service, if such wages are lower than the  
minima herein established.

h) Any employee carrying out simultaneously  
more than one function or occupation subject  
to the present agreement shall be paid accord-  
ing to the wage rate established for the highest  
paid function, if it established that more than  
50% of his time is taken up by such function.

i) It is forbidden, when agreeing to a higher  
rate of pay than that of the present agreement,  
to stipulate that the increase will serve to pay  
any amount owed to the employee by the em-  
ployer for overtime.

j) For any function not mentioned herein,  
or for any new function, the Parity Committee,  
subsequently to an investigation shall fix the  
wages.

VIII.—*Administration of the agreement*:—The  
Parity Committee formed according to law  
shall be entrusted with the supervision of the  
application of the present agreement. It shall  
be made up of representatives of "L'Association

sale de St-Jean, et de représentants du Syndicat des employés de commerce de St-Jean.

des Marchands Détaillants du Canada Inc., succursale de Saint-Jean" and of representatives of the "Syndicat des employés de commerce de Saint-Jean."

IX.—*Durée du décret*.—La présente convention entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'arrêté-en-conseil l'approuvant et demeure en vigueur pour une période d'un (1) an à compter de cette date. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties aux présentes ne donne à l'autre partie, un avis écrit à ce contraire, soixante (60) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre adjoint du Travail,  
J. O'CONNELL-MAHER.  
Ministère du Travail,  
Québec, le 4 août 1945 10217-o

IX.—*Duration of the agreement*.—The present agreement shall come into force on the day of the publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order-in-Council approving same and shall remain in force for a period of one year thereafter. It shall automatically renew itself from year to year thereafter unless one party gives the other party a written notice to the contrary, sixty (60) days before the expiry of the original term or before the expiry of any subsequent year.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objections against the said request which the interested parties may desire to set forth.

J. O'CONNELL-MAHER,  
Associate Deputy Minister of Labour.  
Department of Labour,  
Quebec, August 4, 1945. 10217-o

### ERRATUM

Concernant la convention collective de travail relative aux employés de la cité de Sherbrooke.

Que la version anglaise de l'arrêté-en-conseil numéro 2861, du 19 juillet 1945, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 juillet, 1945 page 1484, soit corrigée de la façon suivante:

Le taux hebdomadaire de salaire de "32.50", apparaissant à "2c", article II, doit se lire "\$32.32".

Le Sous-ministre adjoint du Travail  
J. O'CONNELL-MAHER.

Ministère du Travail,  
Québec, 4 août 1945. 10190A-o

### ERRATUM

Concerning the collective labour agreement relating to the municipal employees of the City of Sherbrooke.

That the English version of Order-in-Council number 2861, of July 19, 1945, published in the *Quebec Official Gazette* of July 28, 1945, page 1484, be corrected as follows:

The weekly wage rate of "32.50", mentioned in section II, "2c" should read "\$32.32".

J. O'CONNELL-MAHER,  
Associate-Deputy-Minister of Labour.  
Department of Labour,  
Quebec, August 4, 1945. 10190A-o

### ERRATUM

Concernant des modifications au décret relatif au métier de boulanger dans le district de Québec.

Dans l'arrêté-en-conseil numéro 2857, du 19 juillet, 1945, concernant l'avis ci-haut mentionné publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 juillet, 1945, page 1486, est corrigé de la façon suivante :

Dans la version française, page 1487, les mots "5°. Les articles VII et XXI inclusivement" doivent se lire "5°. Les articles VII à XXI inclusivement".

Dans la version française, page 1488, les mots "Assistant-contremaître 23.00" doivent se lire "Assistant-contremaître 25.00".

Dans la version anglaise, page 1489, sous "5 Employees, Category I", les mots "Class C, 1 not less than \$9.50 per week" doivent se lire "Class C, 1 not less than \$9.00 per week".

Dans la version française, page 1489, sous "Département de la livraison", les mots "Vendeur ne fournissant que son temps \$19.00 \$17.00" doivent se lire "Vendeur ne fournissant que son temps \$19.00 \$17.40".

Le Sous-ministre adjoint du Travail,  
J. O'CONNELL-MAHER.  
Ministère du Travail,  
Québec, ce 4 août, 1945. 10191A-o

### ERRATUM

Concerning amendments to the decree relating to the bakery trade in the district of Quebec.

In the Order in Council number 2857, of July 19, 1945, concerning the above mentioned notice, published in the *Quebec Official Gazette* of July 28, 1945, page 1486, is corrected as follows:

In the French version, page 1487, the words "5°. Les articles VII et XXI inclusivement" shall read "5°. Les articles VII à XXI inclusivement".

In the French version, page 1488, the words "Assistant-contremaître 23.00" shall read "Assistant-contremaître 25.00".

In the English version, page 1489, under "5 Employees, Category I", the words "Class C, 1 not less than \$9.50 per week" shall read "Class C, 1 not less than \$9.00 per week".

In the French version, page 1489, under "Département de la Livraison", the words "Vendeur ne fournissant que son temps \$19.00 \$17.00" shall read "Vendeur ne fournissant que son temps \$19.00 \$17.40".

J. O'CONNELL-MAHER  
Associate-Deputy-Minister of Labour  
Department of Labour,  
Quebec, August 4, 1945. 10191A-o

**Département du Trésor  
Assurances**

**Treasury Department  
Insurance**

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET CERTIFICAT  
D'ENREGISTREMENT**

**NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE  
OF REGISTRY**

Avis est par les présentes donné que "The Mutual Fire Insurance Company of the Local Municipality of Low, dans le comté de Gatineau, enregistrée sous le numéro 264, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 476 qui l'autorise à assurer contre le feu, la foudre et le vent, les propriétés situées dans les limites de la dite municipalité locale, et aussi les propriétés situées hors de ces limites, pourvu qu'elles soient situées entièrement dans les limites de la municipalité de comté dans lesquelles se trouve le principal siège d'affaires de la compagnie, les animaux de ferme, ainsi que les grains, foin, fourrages, instruments aratoires et meubles de ménage sur ou dans les propriétés susdites (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés).

Notice is hereby given that The Mutual Fire Insurance Company of the Local Municipality of Low, in the county of Gatineau, registered under number 264, has obtained the license and certificate of registry number 476 authorizing it to insure properties situate within the said local municipality against fire, lightning or wind, and also properties outside of the limits thereof, provided they be situate entirely within the municipal county in which the chief place of business of the company, is situate, farm live stock as well as the grain, hay, fodder, agricultural implements and furniture in or upon the properties aforesaid, (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra-hazardous risks).

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, (chapitre 299, S.R. 1941), ce dix-neuvième jour de juillet 1945.

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (chapter 299, R.S., 1941), this nineteenth day of July, 1945.

Pour le Trésorier de la Province,  
**GEORGES LAFRANCE,**  
10181-30-2-0 Surintendant des Assurances.

For the Treasurer of the Province, **GEORGES LAFRANCE,**  
10181-30-2-0 Superintendent of Insurance.

**Lettres patentes**

**Letters Patent**

**"Société Canado-Américaine Financière & Coloniale Ltée"**

**"Société Canado-Américaine Financière & Coloniale Ltée"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1945, constituant en corporation : Jules Dupré, avocat, Marie Leclair et Blandine Simard, secrétaires, filles majeures, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating Jules Dupré, advocate, Marie Leclair and Blandine Simard, secretaries, spinsters, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

Exercer les fonctions de bailleurs de fonds, et courtiers en valeurs ;

To carry on the business of capitalists and stock brokers ;

Promouvoir, organiser, réorganiser, examiner, financer, établir, mettre en opération, aider et assister financièrement toute compagnie, corporation ou association, ou toute firme, entité, syndicat, comité d'étude ou individu, sous le nom de "Société Canado-Américaine Financière & Coloniale Ltée".

To promote, organize, reorganize, examine, finance, establish, put into operation, help and assist financially any company, corporation or association, or any firm, entity, syndicate, board of examiners or individual, under the name of "Société Canado-Américaine Financière & Coloniale Ltée".

Le montant du capital-actions de la compagnie, est divisé en 20,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de CENT MILLE dollars.

The amount of capital stock of the company will be divided into 20,000 shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will commence operations is one hundred thousand dollars.

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

The shares other than the preferred shares will be issued and allotted at the price to be fixed by the directors.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, le onzième jour de juillet 1945.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant.  
**P. FRENETTE.**  
10222-0

**P. FRENETTE,**  
10222-0 Assistant Deputy Attorney General.

## "Cosafi, Ltée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1945, constituant en corporation : Jules Dupré, avocat, Marie Leclair et Blandine Simard, secrétaires, filles majeures, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Exercer les fonctions de bailleurs de fonds, et courtiers en valeurs ;

Promouvoir, organiser, réorganiser, examiner, financer, établir, mettre en opération, aider et assister financièrement toute compagnie, corporation ou association, ou toute firme, entité, syndicat, comités d'étude ou individu, sous le nom de "Cosafi Ltée".

Le montant du capital-actions de la compagnie, est divisé en deux mille (2.000) actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de dix mille (\$10,000) dollars.

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le onzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général, sup.  
10221-o P. FRENETTE.

## "Cosafi, Ltée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating : Jules Dupré, advocate, Marie Leclair and Blandine Simard, secretaries, spinsters, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on the business of capitalists and stock brokers ;

To promote, organize, reorganize, examine, finance, establish, put into operation, help and assist financially any company, corporation or association, or any firm, entity, syndicate, board of examiners or individual, under the name of "Cosafi, Ltée".

The amount of capital stock of the company will be divided into two thousand (2,000) shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will commence operations is ten thousand dollars (\$10,000).

The shares other than the preferred shares will be issued and allotted at the price to be fixed by the directors.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

L. FRENETTE,  
10221 Assistant Deputy Attorney General.

## "Société Internationale de Finances et de Commerce Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onzième jour de juillet 1945, constituant en corporation : Jules Dupré, avocat, Marie Leclair et Blandine Simard, secrétaires, filles majeures, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants :

Exercer les fonctions de bailleurs de fonds, et courtiers en valeurs ;

Promouvoir, organiser, réorganiser, examiner, financer, établir, mettre en opération, aider et assister financièrement toute compagnie, corporation ou association, ou toute firme, entité, syndicat, comités d'étude ou individu, sous le nom de "SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE FINANCES ET DE COMMERCE LIMITÉE".

Le montant du capital-actions de la compagnie, est divisé en 10,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de CINQUANTE MILLE dollars.

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le onzième jour de juillet 1945.

L'Assistant-procureur général suppléant,  
10223-o P. FRENETTE.

## "Société Internationale de Finances et de Commerce Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of July, 1945, incorporating : Jules Dupré, advocate, Marie Leclair and Blandine Simard, secretaries, spinsters, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes :

To carry on the business of capitalists and stock brokers ;

To promote, organize, reorganize, examine, finance, establish, put into operation, help and assist financially any company, corporation or association, or any firm, entity, syndicate, board of examiners or individual, under the name of "Société Internationale de Finances et de Commerce Limitée".

The amount of capital stock of the company will be divided into 10,000 shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will commence operations is fifty thousand dollars.

The shares other than the preferred shares will be issued and allotted at the price to be fixed by the directors.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of July, 1945.

P. FRENETTE,  
10223 Assistant Deputy Attorney General.

## Liquidation, avis de :

Avis est par les présentes donné qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de " Randolph Sportswear Mfg. Co. Ltd.," tenue au bureau de la compagnie, 20 est, rue Lagau-chetière, en la cité de Montréal, le 13e jour de mars 1945, il a été résolu à l'unanimité que ladite compagnie soit liquidée volontairement et dis-soute et que M. Bernard Goodman, C. A., soit nommé liquidateur de ladite compagnie.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 24e jour de juillet 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,

10195

JEAN BRUCHÉSI.

## Winding up Notice :

Notice is hereby given that, at a special General Meeting of Shareholders of Randolph Sportswear Mfg. Co. Ltd., held at the office of the Company, 20 Lagau-chetière Street, East, in the City of Montreal, on the 13th day of March, 1945, it was unanimously resolved that the said Company be wound up voluntarily and dissolved and that Mr. Bernard Goodman, C. A., be appointed liquidator of the said Company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of July, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,

10195-o

Under Secretary of the Province,

## Minutes de notaire

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieu-tenant-Gouverneur en conseil par Me Gustave Lemire, notaire, demeurant et pratiquant à L'Assomption, district judiciaire de Joliette, par laquelle il demandera la transmission, en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu François-Xavier Lemire, en son vivant notaire de L'As-somption, district judiciaire de Joliette.

Québec, ce 1er août 1945.

Le Sous-secrétaire de la Province,

10219-31-5-o

JEAN BRUCHÉSI.

## Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provi-sions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Gustave Lemire, notary, residing and practising at L'Assomption, judicial district of Joliette, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, reper-tory and index of the late François-Xavier Le-mire, in his lifetime notary of L'Assomption, judicial district of Joliette.

Quebec, this 1st of August, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,

10219-31-5

Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieu-tenant-Gouverneur en conseil, par M. Louis-Joseph Marsolais, notaire, demeurant et prati-quant à St-Jean de Matha, district judiciaire de Joliette, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Amédée Dugas, en son vivant notaire de St-Jean de Matha, district judiciaire de Joliette.

Québec, le 16 juillet 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,

10057-29-5-o

JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the pro-visions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Louis-Joseph Mar-solais, notary, residing and practising at St-Jean de Matha, judicial district of Joliette, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes repertory and index of Me Amédée Dugas, in his lifetime notary of St-Jean de Matha, judicial district of Joliette.

Quebec, July 16th, 1945.

JEAN BRUCHÉSI,

10057-29-5

Under Secretary of the Province.

## Siège social

### AVIS DE SIEGE SOCIAL RE "LAWSEY INC."

Avis est par les présentes donné que la compa-gnie "Lawsey Inc." constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 11 octobre 1944, et ayant son bureau principal à Montréal, a établi son bureau au N° 1193, Place Phillips, chambre 19.

A compter de la date du présent avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 23 juillet 1945.

Le Secrétaire,

10196

L. FINKELSTEIN.

## Head Office

### NOTICE OF HEAD OFFICE RE "LAWSEY INC."

Notice is hereby given that the "Lawsey Inc." incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated October 11th, 1944, and having its head office in Montreal, has established its office at No 1193 Phillips Place, Room 19.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 23rd day of July, 1945.

L. FINKELSTEIN

10196-o

Secretary.

## Soumissions

## VILLE DE HAMPSTEAD

## Demande de soumission

Avis est par les présentes donné que le conseil de la ville de Hampstead recevra, à compter de la date de la publication du présent avis au 13<sup>e</sup> jour d'août 1945, à douze heures (midi) à l'Hôtel de Ville de la ville de Hampstead, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumission pour obligations de la ville de Hampstead", pour l'achat de \$62,400 d'obligations, émises en vertu des règlements numéros 110, 112, 121 et 122, respectivement, remboursables par une série de paiements annuels au cours d'une période de 16 ans à compter de leur date quant au montant de \$7,600 desdites obligations, au cours d'une période de 23 ans quant à \$14,800 desdites obligations et au cours d'une période de 25 ans quant au solde ou \$40,000 desdites obligations.

Les obligations au total de \$7,600 (échéant en série du 1<sup>er</sup> novembre 1946 au 1<sup>er</sup> novembre 1961 inclusivement) et les obligations au total de \$14,800 (échéant en série, du 1<sup>er</sup> novembre 1946 au 1<sup>er</sup> novembre 1968 inclusivement) porteront intérêt au taux de  $3\frac{1}{2}\%$  par an, datant du 1<sup>er</sup> mai 1945.

Les obligations au total de \$40,000 (échéant en série du 1<sup>er</sup> juillet 1946 au 1<sup>er</sup> juillet 1970 inclusivement) porteront intérêt au taux de  $3\frac{1}{4}\%$  par an, datant du 1<sup>er</sup> juillet 1945.

Le capital et les intérêts sur lesdites obligations seront payables au bureau principal de la Banque Royale du Canada, en la cité de Montréal. Lesdites obligations seront émises en coupures de \$100 ou multiples d'icelles.

Les soumissions seront prises en considération à une assemblée du conseil qui sera tenue le 14<sup>e</sup> jour d'août 1945, à huit heures dans la soirée, ou aussitôt après que le conseil se sera réuni.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque dûment visé et tiré sur une banque à charte du Canada, à l'ordre de la ville de Hampstead, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair de l'émission.

Chaque soumission devra spécifier si l'intérêt accru est inclus ou non dans le prix de la soumission.

Ces émissions ont pour objet de financer la construction de chemins, trottoirs et autres travaux publics.

La ville de Hampstead se réserve le droit de rejeter ou d'accepter aucune ou toutes offres et toute acceptation d'icelles sera sujette à la ratification de l'honorable Ministre des affaires municipales et de la Commission métropolitaine de Montréal.

Tous les règlements susdits ont été ou auront été approuvés par la Commission métropolitaine de Montréal et par le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Tous autres détails desdites émissions, y compris le tableau des paiements annuels, pourront être obtenus en s'adressant au soussigné.

Donné à Hampstead, ce 26<sup>e</sup> jour de juillet 1945.

Le Secrétaire-trésorier,  
C. G. LEAVITT.

Ville de Hampstead  
Hôtel de Ville  
Téléphone : ELwood 7323

10197

## Tenders

## TOWN OF HAMPSTEAD

## Application for Tender

Notice is hereby given that the Council of the Town of Hampstead will receive, from the date of the publication of this notice to the 13th day of August, 1945, at twelve o'clock (noon) at the Town Hall of the Town of Hampstead, written tenders, sealed and endorsed "Tender for Bond of the Town of Hampstead", for the purchase of \$62,400.00 of bonds, issued in virtue of By-laws Nos. 110, 112, 121 and 122, respectively, redeemable serially in annual payments over a period of 16 years from their date as to \$7,600.00 of the said bonds, over a period of 23 years as to \$14,800.00 of the said bonds and over a period of 25 years as to the balance or \$40,000.00 of the said bonds.

The bonds for a total of \$7,600.00 (maturing serially from November 1st, 1946 to November 1st, 1961, inclusive) and the bonds for a total of \$14,800.00 (maturing serially from November 1st, 1946 to November 1st, 1968, inclusive) shall bear interest at the rate of  $3\frac{1}{2}\%$  per annum, dating from May 1st, 1945.

The bonds for a total of \$40,000.00 (maturing serially from July 1st, 1946 to July 1st, 1970, inclusive) shall bear interest at the rate of  $3\frac{1}{4}\%$  per annum, dating from July 1st, 1945.

The capital and interest on the said bonds shall be payable at the head office of the Royal Bank of Canada, in the City of Montreal. Said bonds shall be issued in denominations of \$100.00 or multiples thereof.

The tenders will be taken into consideration at a meeting of the Council to be held on the 14th day of August, 1945, at eight o'clock in the evening, or so soon thereafter as Council may be convened.

Each tender must be accompanied by a duly accepted cheque on a chartered bank of Canada, to the order of the Town of Hampstead, for an amount equal to 1% of the value of the issue.

Each tender must specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender.

The object of the issues is the financing of construction of roads, sidewalks and other public works.

The Town of Hampstead reserves the right of rejecting or accepting any or all offers and any acceptance thereof shall be subject to ratification by the Honourable the Minister of Municipal Affairs and by the Metropolitan Commission of Montreal.

All the above-mentioned by-laws have been or will have been approved by the Metropolitan Commission of Montreal and by the Lieutenant-Governor in Council.

Any other details of said issues, including the table of annual payments, may be obtained applying to the undersigned.

Given at Hampstead, this 26th day of July, 1945.

C. G. LEAVITT,  
Secretary-Treasurer.

Town of Hampstead  
Town Hall  
Téléphone : ELwood 7323

10197-0

Province de Québec, Ville d'Amos

Province of Quebec, town of Amos

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées: "Soumission pour obligations" seront reçues par le sousigné jusqu'à 6 heures, p.m., le 20 août 1945, pour l'achat d'une émission d'obligations de La Corporation de la Ville d'Amos, datées du 1er juillet 1945, au montant de \$90,000.00, portant intérêt au taux de 3½% l'an, remboursables par séries aux dates et jusqu'à concurrence des montants ci-après :

|              |             |
|--------------|-------------|
| 1946 1er mai | \$ 3,000.00 |
| 1947 "       | 3,000.00    |
| 1948 "       | 5,000.00    |
| 1949 "       | 5,000.00    |
| 1950 "       | 3,000.00    |
| 1951 "       | 3,000.00    |
| 1952 "       | 3,000.00    |
| 1953 "       | 5,000.00    |
| 1954 "       | 5,000.00    |
| 1955 "       | 3,000.00    |
| 1956 "       | 3,000.00    |
| 1957 "       | 13,000.00   |
| 1958 "       | 7,000.00    |
| 1959 "       | 7,000.00    |
| 1960 "       | 7,000.00    |
| 1961 "       | 8,000.00    |
| 1962 "       | 7,000.00    |

Intérêts semi-annuels payables les premiers mai et novembre de chaque année. Capital et intérêts payables à la Banque Canadienne Nationale à Amos, Québec et Montréal.

Ces obligations seront émises en coupures de \$1,000.00 et pourront être enregistrées quant au capital.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 jours, ni plus de 60 jours publié dans la *Gazette Officielle de Québec* (S.R.Q., 1941), ch. 212).

Cette émission a été approuvée par la Commission Municipale de Québec et par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Chaque soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission et elle devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'émission.

Les dites soumissions seront ouvertes à une assemblée régulière du conseil, le 20 août 1945, à 8 heures p.m. à l'Hôtel de Ville.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Amos, ce 30 juillet mil neuf cent quarante-cinq.

Le Secrétaire-trésorier,  
LIONEL PARENT.

10206-o

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to six o'clock p.m. the 20th, of August 1945, for the purchase of an issue of bonds for the Corporation of the Town of Amos, dated the 1st of July, 1945, for \$90,000.00 bearing interest at the rate of 3½% per annum, redeemable serially on the following dates and in the following amounts:

|              |             |
|--------------|-------------|
| 1946 May 1st | \$ 3,000.00 |
| 1947 "       | 3,000.00    |
| 1948 "       | 5,000.00    |
| 1949 "       | 5,000.00    |
| 1950 "       | 3,000.00    |
| 1951 "       | 3,000.00    |
| 1952 "       | 3,000.00    |
| 1953 "       | 5,000.00    |
| 1954 "       | 5,000.00    |
| 1955 "       | 3,000.00    |
| 1956 "       | 3,000.00    |
| 1957 "       | 13,000.00   |
| 1958 "       | 7,000.00    |
| 1959 "       | 7,000.00    |
| 1960 "       | 7,000.00    |
| 1961 "       | 8,000.00    |
| 1962 "       | 7,000.00    |

Semi annual interest payable the first of May and November of each year. Capital and interest payable at the Canadian National Bank at Amos, Quebec, Montreal.

The said bonds will be issued in denominations of \$1,000.00 and may be registered as to capital.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par upon previous notice of not less than 30 days, nor more than 60 days published in the *Quebec Official Gazette*, (R.S.Q., 1941, chap. 212).

This issue has been approved by the Quebec Municipal Commission and by the Lieutenant-Governor in Council.

Each tender must specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender and each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue.

The said tenders will be opened at a regular meeting of the council to be held on the 20th. of August 1945, at eight o'clock p. m. at the Town Hall.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Amos, this 30th day of July, one thousand nine hundred and forty-five.

LIONEL PARENT,  
Secretary Treasurer.

10206o

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour supérieure — District d'Abitibi

No 5500 } THE EMPLOYERS' LIABILITY  
ASS. CORP. LTD., ayant siège  
social à Montréal versus PHILIPPE NOLET,  
de St-Marc de Figury, à savoir :

Comme appartenant au défendeur les droits  
conférés par billet de location des lots numéros  
soixante-et-trois-A (63-A) et soixante-et-trois-

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Superior Court — District of Abitibi

No. 5500 } THE EMPLOYERS' LIABILITY  
ASS. CORP. LTD., having its  
head office at Montreal; versus PHILIPPE  
NOLET, of St-Marc de Figury, to wit :

As belonging to the defendant, the rights conferred by location ticket on lots numbers sixty-three-A (63-A) and sixty-three-B (63-B), of range

B (63-B) du rang cinq (5) du cadastre officiel pour le canton Figuary, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Marc de Figuary, MARDI le QUATRE SEPTEMBRE 1945, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du chérif, J.-U. DUMONT,  
Amos, 1er août 1945. 10220-31-2-0  
[Première insertion, 4 août 1945].

### BEDFORD

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada,

Province de Québec, { DAME INA B. HILLI-  
District de Bedford, { KER, demanderesse;  
Cour Supérieure, { vs GEORGE A. VOS-  
N° 1604 { BERG, défendeur.

Comme appartenant au défendeur une ferme portant le numéro soixante-quatorze (74) aux plan du cadastre et livre de renvoi officiels pour la paroisse de St-Thomas, dans le comté de Missisquoi, district de Bedford, avec les bâtisses et améliorations dessus. Sauf et excepté deux acres et sept dixièmes vendues à "The Rutland & Noyan Railway".

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Georges de Clarenceville, à Clarenceville, dit district, MERCREDI, le CINQUIEME jour de SEPTEMBRE 1945, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, A. ST-MARTIN,  
Sweetsburg, Qué., 31 juillet 1945. 10209-31-2  
[Première insertion, 4 août 1945]

### MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { SCOTTISH UNION  
No. 235405 { AND NATIONAL IN-  
SURANCE COMPANY, demanderesse, vs GE-  
RALD A. SHAW, défendeur, & EDGAR N. HOWELL, curateur au délaisement, mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur mais en la possession du curateur au délaisement.

"Ce certain emplacement situé du côté sud-est de la rue Ste-Catherine ouest, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant une partie de la subdivision numéro quatre du lot numéro mille trois cent quarante-cinq (1345-ptie-4) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Antoine de ladite cité de Montréal, ladite partie mesurant environ dix-neuf pieds et six pouces de largeur par quatre-vingt-dix pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et borné comme suit: En front au nord-ouest par ladite rue Ste-Catherine ouest, en arrière par une ruelle connue comme étant la subdivision numéro quatorze A dudit lot (1345-14A), d'un côté au nord-est par le résidu de ladite subdivision numéro quatre dudit lot (1345-4) et de l'autre côté au sud-ouest par la subdivision numéro trois dudit lot (1345-3), le tout plus amplement décrit sur un plan préparé par Malcom D. Barclay, A.G.Q., le vingt-deuxième jour de décembre, mil neuf cent vingt-sept (1927). Avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques sept cent huit et sept cent dix (708 et 710) de ladite rue Ste-Catherine ouest, avec le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière et dans les ruelles portant les numéros dix-huit A et trente A (Nos 18A et 30A)."

five (5) of the official cadastre for the township Figuary — with the buldings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of St-Marc de Figuary, on TUESDAY the FOURTH day of SEPTEMBER, 1945, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J.-U. DUMONT,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Amos, August 1st, 1945. 10220-31-2  
(First insertion, August 4th, 1945).

### BEDFORD

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada,

Province of Quebec, { DAME INA B. HILLI-  
District of Bedford, { KER, Plaintiff, VS  
Superior Court, { GEORGE A. VOS-  
No. 1604 { BERG, Defendant.

As belonging to the defendant a farm bearing Number seventy-four (74) of the Cadastral Plan and Book of Reference for the Parish of St. Thomas, in the County of Missisquoi, in the District of Bedford, with the buildings and improvements thereon. Save and except two and seven tenths acres sold to the Rutland & Noyan Raikway

To be sold at the parochial church door of the Parish of St. Georges de Clarenceville, at Clarenceville, said District, on Wednesday, the FIFTH day of SEPTEMBER, 1945, at TEN of the CLOCK, in the FORENOON.

A. ST-MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Sweetsburg, Que., July 31st, 1945. 10209-31-2-0  
(First insertion, August 4th, 1945)

### MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { SCOTTISH UNION AND  
No. 235405 { NATIONAL INSURAN-  
CE COMPANY, Plaintiff, vs GERALD A. SHAW, Defendant, & EDGAR N. HOWELL, curator to the surrender, mis-en-cause.

As belonging to the defendant but in the possession of the curator to the surrender.

"That certain emplacement situate on the south-east side of St. Catherine Street West in the City of Montreal known and designated as part of subdivision number four of lot number one thousand three hundred and forty-five (1345-Pt-4) on the Official Plan and Book of Reference of the St-Antoine Ward of the said City of Montreal, said part measuring about nineteen feet six inches in whidth by ninety feet six inches in depth, English measure and more or less and bounded as follows: In front to the north-west by said St-Catherine Street West, in rear by a lane known as subdivision number fourteen A of the said lot (1345-14A), on one side to the north-east by the residue of the said subdivision number four of the said lot (1345-4) and on the other side to the south-west by subdivision number three of the said lot (1345-3) the whole more fully described on a plan prepared by Malcom D. Barclay, Q.L.S., on the twenty-second day of December, nineteen hundred and twenty-seven (1927). With the buildings thereon erected bearing the civic numbers seven hundred and eight and seven hundred and ten (708 and 710) of said St-Catherine Street West, with the right of way in common with others in the lane in rear and in the lanes bearing the numbers eighteen A and thirty A (Nos. 18A and 30A)."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 17ième jour d'AOUT prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$8,300 sera exigé de tout offrand et enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Forest, en date du 26 juin 1945.

Bureau du Shérif, Le Shérif.  
Montréal, 11 juillet 1945. L. P. CAISSE.  
9948-28-2.

[Première insertion du 7 juillet est nulle]  
[Première insertion, 14 juillet 1945.]

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal.

Montréal, à savoir: { S. Gold, demandeur, vs  
N° 235362 } E. M. Taylor, défendeur.

"Une demie non-divisée de droit, titre et intérêt dans et à

Un emplacement ayant front sur la rue Viau, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro quatre cent vingt-six de lot originaire numéro un (1-426) aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, avec les bâtisses dessus érigées."

Avis est par les présentes donné que la vente de l'immeuble ci-dessus qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 26ème jour de juillet 1945, aura lieu au même endroit le 29ème jour d'août prochain, à dix heures du matin. Un dépôt de \$230.00 sera exigé de tout offrand, ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Casgrain, en date du 11 juin 1945.

La dite vente est faite sujet à l'opposition afin de charge faite par Nathan Marcus, et ce en vertu d'un jugement de l'hon. juge E. Salvas, rendu le 19 juillet 1945.

Bureau du Shérif, Le Shérif.  
Montréal, 31 juillet 1945. L.-P. CAISSE.  
10210-o

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal.

Montréal à savoir: { MARIE BERTHE AL-  
N° 234380 } DINA alias ALBERT-  
TINE LEGAULT, épouse séparée de biens  
de Raoul Racette, et ce dernier pour autoriser  
son épouse aux fins des présentes, demanderesse  
vs WILLIAM CHILDS, es qualités du curateur  
à l'interdit EDOUARDO ALMAGRO, défendeur.

L'emplacement composé :

a) du lot numéro quinze de la subdivision du lot originaire numéro quarante-trois des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe Claire (N° 43-15) borné en front vers le sud-est par le chemin public, en arrière vers le nord-ouest par le lot N° 43-20 ci-après décrit, d'un côté vers le nord-est par le lot numéro onze du lot originaire numéro quarante-trois (43-11) et le lot numéro 43-18 et de l'autre côté vers le sud-ouest par le lot numéro UN du lot originaire numéro quarante-trois (43-1), mesurant cent quinze pieds de largeur en front, cent vingt-trois pieds et huit-dixièmes de pied (123,8-10) en arrière, par cent quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur dans la ligne nord-est, et cent quatre-vingt-onze pieds dans la ligne sud-ouest, et contenant une superficie de vingt-deux mille cent quarante-huit (22,148) pieds, mesure anglaise et plus ou moins, avec bâtisses dessus érigées, et du lot numéro seize de la subdivision du lot originaire numéro quarante-trois (43-16) des dits plan et livre de renvoi officiels de la pa-

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the 17th day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$8,300.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of the Hon. Justice Forest, dated June 26th 1945. Sheriff's Office, L. P. CAISSE,  
Montreal, July 11th, 1945. Sheriff.  
9948-28-2-o.

[First insertion on July 7th is null.]  
[First insertion, July 14th, 1945.]

*Fieri Facias de Terri*

Superior Court — District of Montreal.

Montreal, to wit: { S. Gold, plaintiff; vs E.-  
No. 235362 } M. Taylor, defendant.

"An undivided one-half right, title and interest in and to:

An emplacement fronting on Viau Street in the City of Montreal, known and designated as subdivision lot number four hundred and twenty-six of the original lot number one (1-426) on the Official Plan and Book of References of the Village of Hochelaga, with buildings thereon erected."

Notice is hereby given that the sale of the above immovable which was to have taken place at my office, in the city of Montreal, on the twenty-sixth day of July, 1945, will be held at the same place on the TWENTY-NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$230. will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Casgrain, dated June 11th, 1945.

The said sale shall be made subject to the opposition to secure charges made by Nathan Marcus, and the same in virtue of a judgment of the Hon. Justice E. Salvas, rendered on the 19th of July, 1945.

Sheriff's Office, L.-P. CAISSE,  
Montreal, July 31st, 1945. Sheriff.  
10210

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { MARIE BERTHE ALDI-  
No. 234380 } NA alias ALBERTINE  
LEGAULT, wife separate as to property of  
Raoul Racette, and the latter to authorize  
his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs  
WILLIAM CHILDS, es qualities of curator to  
the interdicted Edouardo Almagro, defendant.

The emplacement composed of:

a) Lot number fifteen of the subdivision of original lot number forty-three of the official plan and in the book of reference of Pointe Claire (No. 43-15) bounded in front towards the South-east, by the public road, in rear towards the Northwest by lot No. 43-20 hereinafter described, on one side to the Northeast by lot number eleven of original lot number forty-three (43-11) and lot number 43-18 and on the other side to the Southwest by lot number one of original lot number forty-three (43-1), measuring one hundred and fifteen feet in width in front, one hundred and twenty-three feet and eight tenths of a foot (123, 8-10) in rear, by one hundred and ninety-eight feet in depth in the Northeast line and one hundred and ninety-one feet in the Southwest line, and containing in superficial area twenty-two thousand one hundred and forty eight feet (22,148), English measure and more or less — with the buildings thereon erected, and of lot number sixteen of the subdivision of original lot number forty-three (43-16) of the

roisse de la Pointe Claire, borné en front vers le nord-ouest par le chemin public, en arrière vers le sud-est par le Lac St-Louis, d'un côté vers le nord-est par le lot numéro douze du lot originaire numéro quarante-trois (43-12) et de l'autre côté vers le sud-ouest par le lot numéro deux du lot originaire numéro quarante-trois (43-2) mesurant cent treize pieds et deux-dixièmes de pied de largeur en front, et cent douze pieds en arrière, par une profondeur de vingt-deux pieds dans la ligne nord-est et de vingt-deux pieds et cinq-dixièmes de pied (22.5-10) dans la ligne sud-ouest et contenant une superficie de deux mille sept cent quatorze pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins;

b) de la partie non subdivisée du lot numéro vingt, du dit lot originaire numéro quarante-trois (43-20) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe Claire, et contenant une superficie de 17,919 pieds carrés, mesure anglaise, et plus ou moins, et bornée vers le nord par partie du lot numéro quarante-trois, vers le sud par les lots numéros 43-15, 43-18 et 43-19, vers l'ouest par le lot numéro 43-17, et vers l'est par le lot numéro 43-20-1.

Pour être vendu "en Bloc", à mon bureau, en la cité de Montréal, le sixième jour de septembre prochain, à dix heures du matin.

Le Shérif,  
Bureau du Shérif, L.-P. CAISSE.  
Montréal, 31 juillet 1945. 10211-31-2-o  
(Première insertion, 4 août 1945)

said official plan and book of reference of the parish of Pointe Claire, bounded in front towards the Northwest by the public road, in rear to the Southeast by Lake St. Louis, on one side towards the Northeast by lot number twelve of original lot number forty-three (43-12) and on the order side towards the Southwest by lot number two of original lot number forty-three (43-2), measuring one hundred and thirteen feet and two tenths of a foot in width in front, and one hundred and twelve feet in rear, by a depth of twenty-two feet in the Northeast line and twenty-two feet and five tenths of a foot (22.5-10) in the Southwest line and containing in superficial area two thousand seven hundred and fourteen square feet, English measure and more or less;

b) The unsubdivided part of lot number twenty of said original lot number forty-three (43-20) of said official plan and book of reference of the parish of Pointe Claire, and containing in superficial area 17,919 square feet, English measure, and more or less, and bounded towards the North by a part of lot number forty-three, towards the South by lots numbers 43-15, 43-18 and 43-19, towards the West by lot number 43-17, and towards the East by lot number 43-20-1.

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, July 31st, 1945. 31-2-10211  
(First insertion, August 4th, 1945)

## Index de la Gazette officielle de Québec, N° 31

### ACTION EN SÉPARATION DE BIENS :

Brindamour vs Thomassin. . . . . 1516

### ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :

Croteau vs Hamel. . . . . 1516

### ARRÊTÉS EN CONSEIL :

2855 — La Commission d'apprentissage des  
métiers de l'industrie de l'automobile  
de Montréal et du district. . . . . 1519  
2859 — Employés des usines Turcot et  
Dominion de la Canadian Car &  
Foundry Company Limited. . . . . 1517

AVIS AUX INTÉRESSÉS : . . . . . 1515

### AVIS DIVERS :

American Can Company (Agent principal). . . . . 1520  
Canadian International Paper Co. Ltd.  
(Barrage). . . . . 1520  
Chantier Coopératif de St-Léon le Grand  
(Fondation). . . . . 1521  
Comptoir Coopératif Ste-Jeanne d'Arc  
(Fondation). . . . . 1521  
Coopérative d'Electricité de Beauce-  
Nord (Fondation). . . . . 1522  
La Caisse Populaire Desjardins de St-  
Roch des Aulnets (Fondation). . . . . 1521  
L'Association des Employés de la Com-  
pagnie Willis Limitée (Formation). . . . . 1522

## Index of the Quebec Official Gazette, No. 31

### ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Brindamour vs Thomassin. . . . . 1516

### ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY :

Croteau vs Hamel. . . . . 1516

### ORDERS IN COUNCIL :

2855 — Apprenticeship Commission of  
the Automobile trades of Montreal  
and District. . . . . 1519  
2859 — Employees of the Turcot and  
Dominion plants of the Canadian  
Car & Foundry Company Limited. . . . . 1517

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: . . . . . 1515

### MISCELLANEOUS NOTICES :

American Can Company (Principal  
Agent). . . . . 1520  
Canadian International Paper Co. Ltd.  
(Dam). . . . . 1520  
Chantier Coopératif de St-Léon le  
Grand (Foundation). . . . . 1521  
Comptoir Coopératif Ste-Jeanne d'Arc  
(Foundation). . . . . 1521  
Coopérative d'Electricité de Beauce-  
Nord (Foundation). . . . . 1522  
La Caisse Populaire Desjardins de St-  
Roch des Aulnets (Foundation). . . . . 1521  
L'Association des Employés de la Com-  
pagnie Willis Limitée (Formation). . . . . 1522

|                                                                                          |      |
|------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Syndicat de l'Anse St-Jean (Fondation)                                                   | 1522 |
| Syndicat National Catholique de la<br>Métallurgie de St-Anselme Inc.<br>(Formation)..... | 1521 |
| Tormont Corporation (Distribution de<br>l'actif).....                                    | 1521 |

|                                                                                           |      |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Syndicat de l'Anse St-Jean (Foundation)                                                   | 1522 |
| Syndicat National Catholique de la<br>Métallurgie de St-Anselme Inc.,<br>(Formation)..... | 1521 |
| Tormont Corporation (Distribution of<br>assets).....                                      | 1521 |

CHARTES — ABANDON DE :

|                                                   |      |
|---------------------------------------------------|------|
| Gustave Beauchamp Limitée .....                   | 1522 |
| La Compagnie Mi-Dy Limitée.....                   | 1522 |
| The Russell Manufacturing Company<br>Limited..... | 1523 |

CHARTERS SURRENDER OF :

|                                                   |      |
|---------------------------------------------------|------|
| Gustave Beauchamp Limitée.....                    | 1522 |
| La Compagnie Mi-Dy Limitée.....                   | 1522 |
| The Russell Manufacturing Company<br>Limited..... | 1523 |

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

|                             |      |
|-----------------------------|------|
| Anderson, Clayton & Co..... | 1523 |
|-----------------------------|------|

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS :

|                             |      |
|-----------------------------|------|
| Anderson, Clayton & Co..... | 1523 |
|-----------------------------|------|

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE :

|                                                                 |      |
|-----------------------------------------------------------------|------|
| Chatham N° 2, munic. scolaire .....                             | 1523 |
| Princeville, munic. scolaire de.....                            | 1524 |
| St-Germain-de-Grantham, munic. sco-<br>laire du village de..... | 1523 |

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION :

|                                                                |      |
|----------------------------------------------------------------|------|
| Chatham No. 2, school munic.....                               | 1523 |
| Princeville, school munic. of.....                             | 1524 |
| St-Germain de Grantham, munic school<br>of the village of..... | 1523 |

TRAVAIL :

|                                                                                                                  |      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Comité conjoint de l'industrie des wa-<br>gons à voyageurs et à marchandises<br>(Approbation de règlements)..... | 1524 |
| Employés municipaux de la cité de<br>Sherbrooke (Erratum).....                                                   | 1534 |
| L'Association des Marchands Détaill-<br>ants du Canada Inc., succursale de<br>Mégantic (Avis).....               | 1524 |
| L'Association des Marchands Détaill-<br>ants du Canada Inc., succursale de<br>Saint-Jean (Avis).....             | 1529 |
| Métiers de boulanger dans la région de<br>de Québec (Erratum).....                                               | 1534 |

LABOUR :

|                                                                                                       |      |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| Joint committee of the passenger and<br>freight car industry (Approval of by-<br>laws).....           | 1524 |
| Municipal employees of the city of<br>Sherbrooke (Erratum).....                                       | 1534 |
| L'Association des Marchands Détaill-<br>ants du Canada Inc., succursale de<br>Mégantic (Avis).....    | 1524 |
| L'Association des Marchands Détaillants<br>du Canada Inc., succursale de Saint-<br>Jean (Notice)..... | 1529 |
| Baker trade in the district of Quebec<br>(Erratum).....                                               | 1534 |

TRÉSOR:

Assurances:

|                                                                            |      |
|----------------------------------------------------------------------------|------|
| The Mutual Fire Insurance Company<br>of the Local Municipality of Low..... | 1535 |
|----------------------------------------------------------------------------|------|

TREASURY:

Insurance:

|                                                                            |      |
|----------------------------------------------------------------------------|------|
| The Mutual Fire Insurance Company<br>of the Local Municipality of Low..... | 1535 |
|----------------------------------------------------------------------------|------|

LETTRES PATENTES :

|                                                                   |      |
|-------------------------------------------------------------------|------|
| Cosafi, Ltée.....                                                 | 1536 |
| Société Canado-Américaine Financière<br>& Coloniale Ltée.....     | 1535 |
| Société Internationale de Finances et<br>de Commerce Limitée..... | 1536 |

LETTERS PATENT :

|                                                                   |      |
|-------------------------------------------------------------------|------|
| Cosafi, Ltée.....                                                 | 1536 |
| Société Canado-Américaine Financière<br>Coloniale Ltée.....       | 1535 |
| Société Internationale de Finances et<br>de Commerce Limitée..... | 1536 |

LIQUIDATION, AVIS DE :

|                                     |      |
|-------------------------------------|------|
| Randolph Sportswear Mfr. Co., Ltd.. | 1537 |
|-------------------------------------|------|

WINDING UP NOTICE :

|                                    |      |
|------------------------------------|------|
| Randolph Sportswear Mgr. Co. Ltd.. | 1537 |
|------------------------------------|------|

MINUTES DE NOTAIRES :

|                              |      |
|------------------------------|------|
| Lemire, Gustave.....         | 1537 |
| Marsolais, Louis-Joseph..... | 1537 |

NOTARIAL MINUTES :

|                              |      |
|------------------------------|------|
| Lemire, Gustave.....         | 1537 |
| Marsolais, Louis-Joseph..... | 1537 |

SIÈGE SOCIAL :

|                 |      |
|-----------------|------|
| Lawsey Inc..... | 1537 |
|-----------------|------|

HEAD OFFICE :

|                 |      |
|-----------------|------|
| Lawsey Inc..... | 1537 |
|-----------------|------|

SOUMISSIONS :

|                          |      |
|--------------------------|------|
| Amos, ville de.....      | 1539 |
| Hampstead, ville de..... | 1538 |

TENDERS :

|                         |      |
|-------------------------|------|
| Amos, town of.....      | 1539 |
| Hampstead, town of..... | 1538 |

## VENTES PAR SHÉRIFS :

## ABITIBI :

The Employers' Liability Ass. Corp.  
Ltd, vs Nolet ..... 1539

## BEDFORD :

Hilliker vs Vosberg ..... 1540

## MONTREAL :

Gold vs Taylor ..... 1541  
Legault et vir vs Childs ..... 1541  
Scottish Union and National Insurance  
Company vs Shaw ..... 1540

10224-o

## SHERIFFS' SALES:

## ABITIBI :

The Employers' Liability Ass. Corp.  
Ltd vs Nolet ..... 1539

## BEDFORD :

Hilliker vs Vosberg ..... 1540

## MONTREAL :

Gold vs Taylor ..... 1541  
Legault et vir vs Childs ..... 1541  
Scottish Union and National Insurance  
Company vs Shaw ..... 1540

10224-o